



**12ème BASE DE SOUTIEN DU MATERIEL
DETACHEMENT DE GIEN
Centre de Stockage de Nevoy
45500 NEVOY**

**DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
D'UNE INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT**

Sommaire

1. Préambule – objet de la demande	5
2. Identité du demandeur	9
3. Localisation de l'installation.....	10
3.1 Environnement proche.....	10
3.2 Communes concernées par l'information du public.....	11
3.3 Loi sur l'Eau	11
4. Présentation générale du site	12
4.1 Organisation du détachement de Gien de la 12 ^{BS} MAT	12
4.2 Historique du site	12
4.3 Nature des activités	13
4.4 Le site de Nevoy	13
4.5 Structure des bâtiments	18
4.6 Capacités techniques.....	18
4.7 Capacités financières.....	19
4.8 Effectifs et horaires	19
4.9 Accès et voies de circulation	20
5. Description des activités.....	20
5.1 Nature des activités	20
5.2 Réception et stockage des engins entrants.....	22
5.3 Dépollution des engins.....	23
5.4 Dénaturation des engins	23
5.5 Evacuation des engins dénaturés	24
5.6 Produits stockés.....	25
5.6.1 Engins et matériels	25

5.6.2 Déchets	25
5.6.3 Oxygène	25
5.6.4 Système d'allumage des lances thermiques	26
5.7 Utilités et équipements	26
5.7.1 Alimentation électrique	26
5.7.2 Alimentation en eau	26
5.7.3 Assainissement	26
5.7.4 Téléphone	26
6 Compatibilité des activités	27
6.1 Compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols	27
6.1.1 Compatibilité avec les documents d'urbanisme	27
6.1.3 Servitudes	27
6.1.4 Risque d'inondation par crue	28
6.2.1 Le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE de la Beauce	28
6.2.2 Programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole	37
6.2.3 Plans pour la qualité de l'air	37
6.2.4 Plan d'élimination des déchets	39
6.2.5 Schéma départemental des carrières	40
6.3 Les sites Natura 2000 et les espaces naturels	41
6.3.1 Evaluation des incidences Natura 2000	41
6.3.2 Autres espaces naturels répertoriés	44
6.4 Impact de l'installation pendant les travaux	45
6.4.1. Emission de bruit	46
6.4.2. Emission de poussières, de boues	46
6.4.3. Effets sur la sécurité	46
6.4.4. Déchets	46

6.4.5. Démantèlement.....	46
7 Justificatif du respect des prescriptions applicables à l'installation.....	47
9 Proposition sur le type d'usage futur du site	74
10 Conclusion.....	75
Glossaire	76
11 Annexes.....	77

1. Préambule – objet de la demande

Ce dossier de demande d'enregistrement a été réalisé par l'ESID de Rennes pour le compte de l'exploitant (12^e BSMAT détachement de Gien).

Dans le cadre de la réorganisation du ministère de la Défense annoncée en juillet 2008, le site de Nevoy, appartenant au détachement de la 12^e BSMAT de Gien, a été désigné pour assurer les missions d'accueil :

- des engins blindés en fin de vie qui nécessitent d'être déconstruits ;
- des engins blindés en attente avant départ en opération, pour le compte du 14^{ème} GAP, qui doivent être en capacité et en état de marche quasi immédiatement.

Afin d'assurer ces missions, le détachement de Gien sera doté à terme :

- d'aires imperméabilisées afin de permettre de stocker les engins blindés dans de bonnes conditions ;
- d'un atelier de maintenance visant à vidanger les engins de tous leurs fluides et à démonter leurs équipements ;
- d'une aire de dénaturation visant à permettre de neutraliser les fonctions de tir et de roulage des engins blindés avant remise à un prestataire extérieur qui assurera la déconstruction complète de l'engin et le recyclage des matériaux.

A ce titre un dossier de demande d'autorisation d'exploiter était en cours de constitution par un cabinet d'études extérieur au titre de la rubrique n° 2712 jusqu'à la modification de la nomenclature par décret du 26 novembre 2012 qui définit désormais un classement sous le régime de l'enregistrement pour les installations du site de Nevoy d'une surface inférieure à 30 000 m².

A ce jour les activités développées sur le site de Nevoy et relevant de la nomenclature des installations classées sont les suivantes

N°	Libellé de la rubrique	Régime	commentaires
2712	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage ■ 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 30 000 m² Régime de l'autorisation, rayon d'affichage (en km) : 2.</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 30 000 m² Régime de l'enregistrement.</p> <p>2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m² Régime de l'autorisation, rayon d'affichage (en km) : 2.</p>	Enregistrement	<p>- Aires de stockage : 13 000 m² (y compris zone de protection incendie et installations annexes)</p> <p>- Aire de dénaturation : 780 m²</p> <p>Soit, au total, 13780 m²</p>

Au titre de la nomenclature des installations relevant de la loi sur l'eau, les installations classées sont les suivantes :

N°	Libellé de la rubrique	Régime	commentaires
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la	Déclaration	9,8 ha de terrain sur le site au total, dont :

	surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).		- 4 ha de voiries et bâtiments - 1,5 ha d'aire de stockage en projet - 4,3 ha non imperméabilisés <i>Le terrain étant sur une butte, aucune autre surface d'écoulement en amont du site n'est présente.</i>
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	- 1 forage destiné à alimenter le site en eau à usages industriel et de protection incendie - 6 piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines de 4.5 à 11 m de profondeur.
1.3.1.0.	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total dans une zone ou des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L.212-2 du code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° capacité supérieure ou égale à 8 m3/h (A) 2° Dans les autres cas (D)	Déclaration	- 1 prélèvement à l'aide d'une pompe de 3 m3/h

Les autres activités ou installations susceptibles de relever d'un classement au titre des rubriques ICPE et IOTA mais dont les niveaux demeurent inférieurs aux seuils de classement sont les suivantes :

N°	Libellé de la rubrique	Régime	commentaires
ICPE			
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m2 (A) b) La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m2, mais inférieure ou égale à 5000 m2 (D)	Non classé	Atelier : SHOB : 1 570 m ²
1220	Oxygène (emploi et stockage de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 2 000 t (AS) 2. supérieure ou égale à 200 t, mais inférieure à 2 000 t (A)	Non classé	250 kg (2 cadres de 95m ³)

	3. supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t (D)		
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (D)	Non classé	Puissance < 50kW Dispositions prévues : 3 chariots de 1,5 tonnes
1432-2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³ (A) b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ (DC)	Non classé	- Cuve essence de 1500 Litres - Cuve gasoil de 10000 litres Les cuves seront de type enterrées double peau avec détecteur de fuite et mesure de niveau de remplissage. Soit une capacité équivalente de 0,7 m³
2711	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³ 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Non classé	Le retrait des équipements électronique des véhicules dans l'atelier peut être considéré comme du désassemblage mais le volume stocké restera largement en dessous des 200m ³ (2 bacs de 5 m ³ maximum sur site)
2920-2	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	Non classé	Dispositions prévues : pompe à chaleur réversible fonctionnant au R-410A de 11,1 kW pour le chauffage des bureaux + 1 compresseur de 7,5 kW environ
1185-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés ... 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. 2. Non soumis à la taxe. - a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg. (D) ...	Non classé	- Climatiseur bureaux : 3,3kg - Climatiseur local SIC : 0,9kg - Chauffage atelier : 2 x 16kg - Assécheur : 0,75kg

A : Autorisation

E : Enregistrement

D : Déclaration

D/C : Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement

NC : Non Classé

S : Servitude d'utilité publique

Le rejet d'eaux pluviales relevant de la rubrique n° 2.1.5.0. fait l'objet d'un dossier de déclaration individuel distinct du présent dossier conformément au § 13.3.1 de l'aide-mémoire des installations classées du CGA – IIC.

Par ailleurs cette installation de rejet d'eaux pluviales ainsi que le forage relevant de la rubrique 1.1.1.0. et le prélèvement associé relevant de la rubrique 1310 feront à terme l'objet d'un changement d'exploitant au profit du GSbdD Orléans-Bricy

Ainsi, en application des articles R.512-46-1 à R.512-46-7 et R.517-1 du Code de l'environnement relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, un dossier de demande d'enregistrement doit donc être déposé auprès du CGA pour cette nouvelle installation.

2. Identité du demandeur

Dénomination : 12^{ème} Base de Soutien du MATériel

Etablissement : Détachement de Gien (45)

Adresse : 97 Avenue du président WILSON – 45500 GIEN Cedex

Nature juridique : Administration d'Etat sous tutelle du Ministère de la Défense

N° SIRET du détachement : 150 000 826 000 19

Code APE : 8422Z : Défense

Signataire de la demande : le Chef de corps de la 12^e BSMAT

3. Localisation de l'installation

Le site de la 12^e BSMAT faisant l'objet de la présente demande d'enregistrement est situé sur la commune de Nevoy dans le département du Loiret (45).

Adresse postale : route de Bois d'Amblay

Téléphone / télécopie : 02.38.29.86.99 / 02.38.29.86.25

N° de parcelles cadastrales : Section B n°303

Contenance cadastrale: 106 877 m²

Surface clôturée du site : 97859 m²

Surface construite (y compris voiries) : actuelle : 38475 m², future : 58249m²

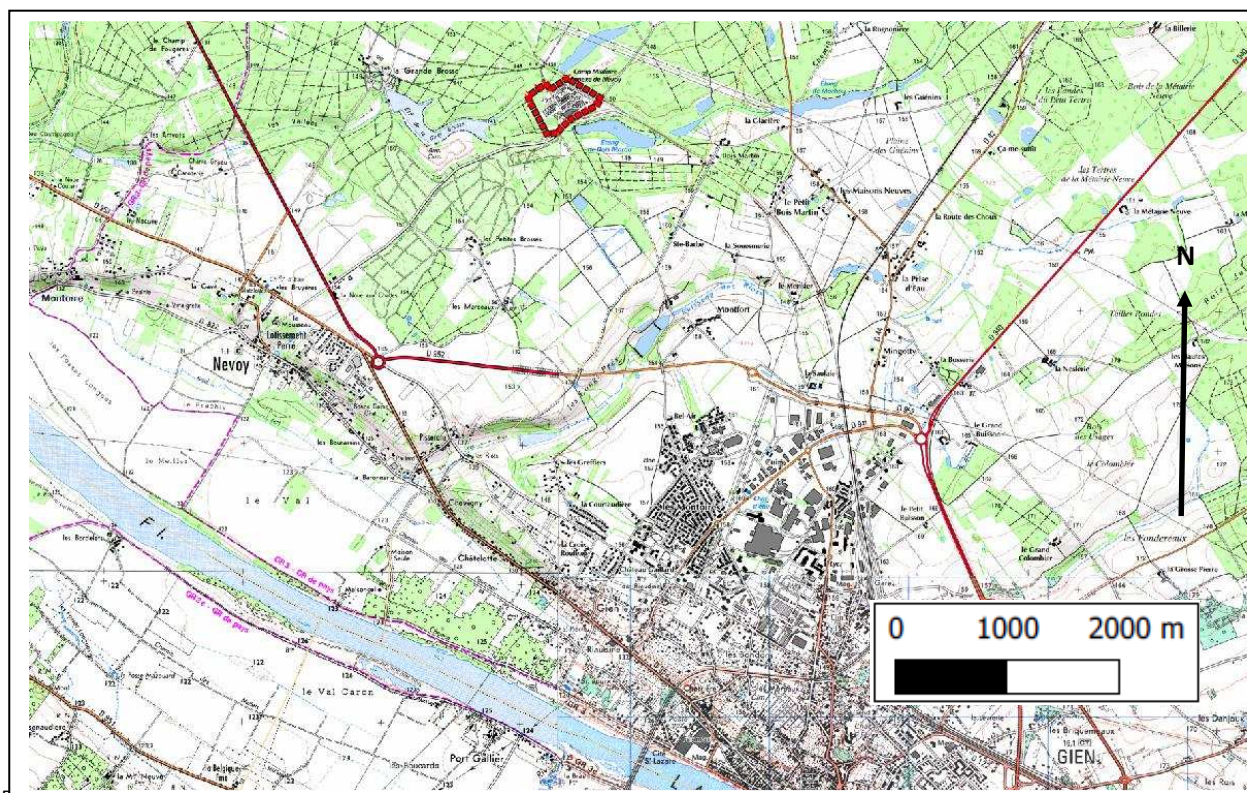
Effectif sur le site : actuel : 7 futur : 20

Chargé du suivi du dossier : M Francis SEMENCE, chargé de protection de l'environnement

Validation du dossier : Chef du Détachement de Gien de la 12^e BSMAT

3.1 Environnement proche

Le site de l'annexe de Nevoy est situé dans le bois de la Borde sur la commune de Nevoy à 3 kilomètres environ au Nord Est du bourg et à environ 5 kilomètres au nord-ouest du centre-ville de Gien.



L'environnement proche de cette emprise est constitué par :

- au nord : l'ancien chemin de Montereau à Gien qui longe le site, un étang, une ligne électrique haute tension en provenance de la centrale électrique de Dampierre-en-Burly à environ 300 m du site. Au-delà, on retrouve de la forêt et quelques habitations isolées.
- au sud : de la forêt avec quelques habitations isolées, la route départementale D952 à 1,5 km environ puis les premières habitations des communes de Nevoy et Gien.
- à l'est, la route de Bois d'Amblay, un terminal ferroviaire EDF servant au chargement sur train des déchets en provenance de l'unité de production d'électricité de la centrale de Dampierre-en-Burly, l'étang de Bois Martin, de la forêt et le hameau de Bois Martin à environ 1 km.
- à l'ouest, l'étang de la Grande Brosse, une ancienne carrière, de la forêt puis le hameau de la Grande Brosse à environ 1 km.

A noter qu'au sud du terrain, à environ 500 m, la présence d'un terrain d'accueil pour le rassemblement de la mission évangélique « Vie et Lumière » qui est un événement religieux qui réunit périodiquement les membres de la communauté tzigane protestante.

Les plans joints en annexe 12 font apparaître les rayons de 35, 100 et 200 m autour de l'aire de dénaturation

3.2 Communes concernées par l'information du public

Conformément à l'article R512-46-11, les communes dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation sont concernées par la procédure d'information du public.

Les communes concernées totalement ou partiellement dans un rayon de 1 km autour du projet sont situées dans le département du Loiret (45). Elles sont au nombre de 2 :

- Nevoy 1197 habitants
- Gien 15254 habitants

Ainsi ce sont 16450 habitants (source INSEE - recensement 2010) qui seront concernés par la procédure d'information du public.

3.3 Loi sur l'Eau

L'emprise de Nevoy comporte un certain nombre d'installations relevant de la loi sur l'eau dont la liste figure en préambule.

Néanmoins, l'activité de stockage des engins blindés était jusque-là effectuée sur des aires non imperméabilisées.

Le projet prévoit la création de deux aires imperméabilisées de 10 000 m² au nord et de 3 000 m² au sud-ouest de l'emprise.

Ce projet est susceptible d'avoir un impact sur le rejet d'eaux pluviales relevant de la rubrique n° 2.1.5.0. de la nomenclature IOTA au regard des surfaces à imperméabiliser qui représentent 1,3 ha.

Cette modification notable amène à rédiger un dossier de déclaration au titre de la rubrique IOTA mentionnée supra qui fait l'objet d'un dossier distinct du présent dossier d'enregistrement

Cette imperméabilisation est accompagnée par la création de bassins d'orages prévus pour assurer un rôle tampon avant rejet des eaux au milieu naturel.

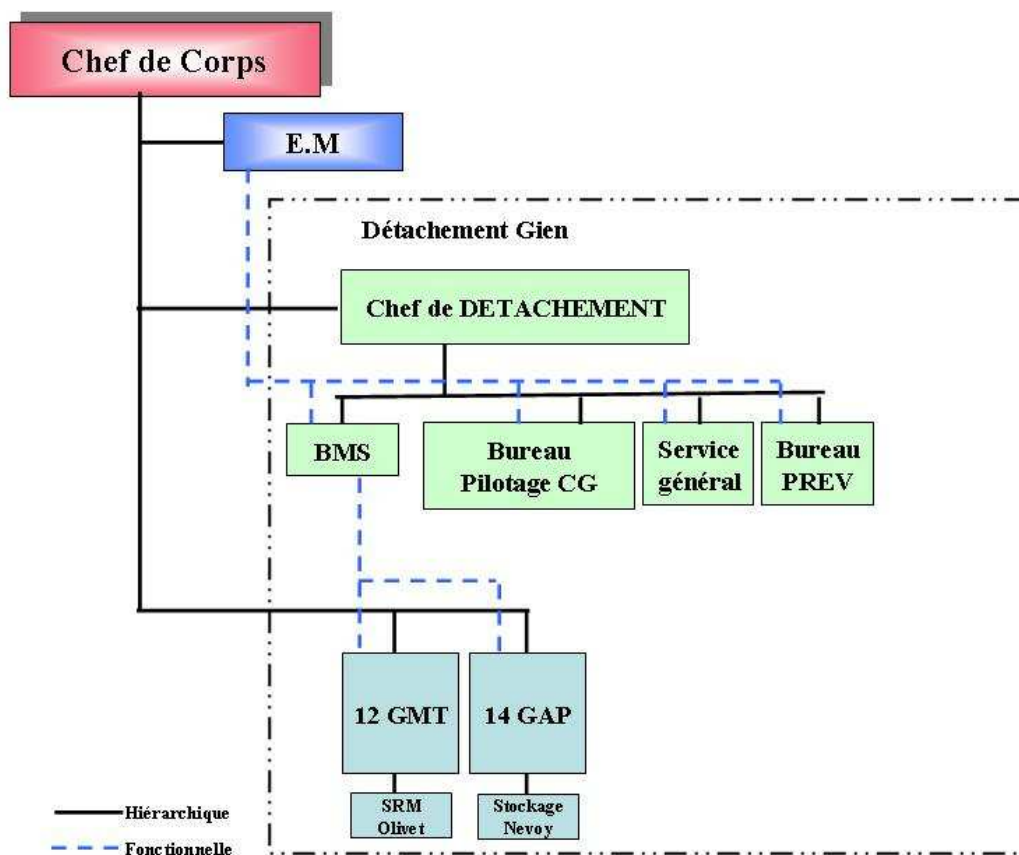
4. Présentation générale du site

4.1 Organisation du détachement de Gien de la 12^{BS} MAT

La 12^{BS} MAT, placée sous l'autorité unique d'un chef de corps, se compose :

- d'un état-major regroupant les services nécessaires au commandement de base,
- de sites à vocation "missions centrales".

L'organigramme du détachement de la 12^{BS} MAT de GIEN est représenté ci-dessous :



Le centre de stockage de Nevoy est une annexe du détachement de Gien placée sous la responsabilité du groupement des Approvisionnements (GAP).

4.2 Historique du site

La première présence militaire à Gien fut d'abord celle de l'artillerie lourde en 1914.

En 1920 la caserne devient " Parc entrepôt de matériels " dont la mission est la réparation, le stockage et l'approvisionnement en rechanges des premiers chars de combat.

En 1945, il devient Etablissement de réserve générale du Matériel Engins Blindés (ERGM/EB).

En 1992, l'établissement est baptisé " Ingénieur Général Béchereau " et devient ETAMAT en 1994, pour devenir le 1er juillet 2000, détachement de Gien de la 12^{ème} base de soutien du Matériel.

Les terrains de l'annexe de stockage de Nevoy ont été acquis en deux phases en 1932 et 1952.

Les premières constructions ont eu lieu de 1932 à 1938.

Toujours annexée au site principal situé à Gien, l'annexe de Nevoy a été utilisée de son acquisition jusqu'à ce jour pour des missions de stockage d'engins blindés et de pièces de rechange ainsi que d'élimination.

A partir de 1990, l'activité du site a diminué puis en 2009 l'annexe de Nevoy s'est vue confier de nouvelles méthodes de stockage nécessitant des travaux de construction d'infrastructure et, globalement, un accroissement des moyens techniques et humains.

Un atelier de maintenance dédié à la réception des matériels, à la préparation au stockage longue durée et au déstockage a été mis en service en 2012.

La 12ème base de soutien du matériel (12^e BSMAT) est un corps de troupe. Cette formation de maintenance des parcs de matériels de l'armée de terre est placée sous les commandements organiques :

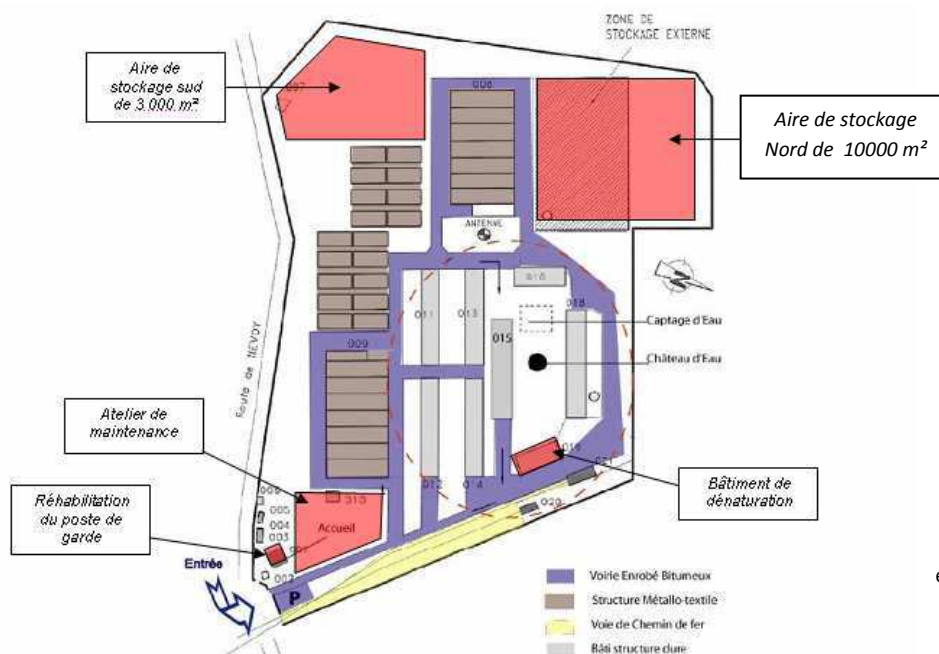
- fonctionnel Service de la Maintenance Industrielle Terrestre (SMITer)
- régional de l'Etat-Major de Soutien de Défense de Rennes (EMSD).

4.3 Nature des activités

La 12ème Base de Soutien du MATériel (BSMAT) est spécialisée dans la maintenance des matériels terrestres de la Défense en activité.

Le présent dossier concerne plus particulièrement le site de Nevoy placé sous le commandement du détachement de Gien de la 12^e BSMAT et les projets associés :

- Création d'un atelier de maintenance et de préparation à la dénaturation, dont la mise en service a été réalisée en juillet 2012, OSIRIS AT 12003208.
- Création d'une aire de stockage des engins de 3 000 m² dont la mise en service a été réalisée en janvier 2013, OSIRIS AT 12003209 ;
- Création d'une aire de dénaturation des engins dont la mise en service est programmée pour 2015, OSIRIS 12003105 ;
- Création d'une aire de stockage des engins de 10 000 m² dont la mise en service est prévue en 2015, OSIRIS AT 12004059.
- Création d'un système de protection des installations du site, opération OSIRIS AT 12003353. La mise en service est programmée progressivement sur 2014 et 2015.



4.4 Le site de Nevoy

Le centre de stockage de la 12^e BSMAT est implanté sur la commune de NEVOY, ville du centre de la France, dans le quart sud-est du département du Loiret (45).

Nevoy se situe à 60 km à l'est d'Orléans, à 7 km à l'ouest de GIEN et à 35 km au sud de Montargis.

La commune fait partie de la Communauté de Communes Giennoises et compte 1197 habitants pour une superficie de 30,75 km². La commune de Gien se situe à environ 1km au sud-est du site.



A la lisière de l'Orléanais et de la Puisaye, le village de Nevoy s'étend de la Loire à l'extrémité sud de la forêt d'Orléans. Cette configuration offre des paysages variés tels que:

- les prairies et cultures dans le val
- le bourg accroché à mi-pente du coteau
- les exploitations agricoles disséminées sur le plateau.

Nevoy compte 3075 hectares de bois, forêts, landes et étangs.

L'altitude de la commune varie de 160 m au nord-est de la commune à 117 m NGF au niveau de la Loire.

Le site construit se situe à une altitude de 150 m NGF. Il surplombe ainsi légèrement les trois étangs qui l'entourent et qui sont à une altitude moyenne comprise entre 145 et 147,5 m NGF.

Les coordonnées Lambert 93 au centre du site sont :

- X = 670500
- Y = 6736714

Actuellement, le site de Nevoy se trouve organisé en deux espaces fonctionnels correspondant à une zone de stockage extérieur et un ensemble de bâtiments. L'usage principal développé sur le site est destiné au remisage et à l'entreposage des engins militaires.

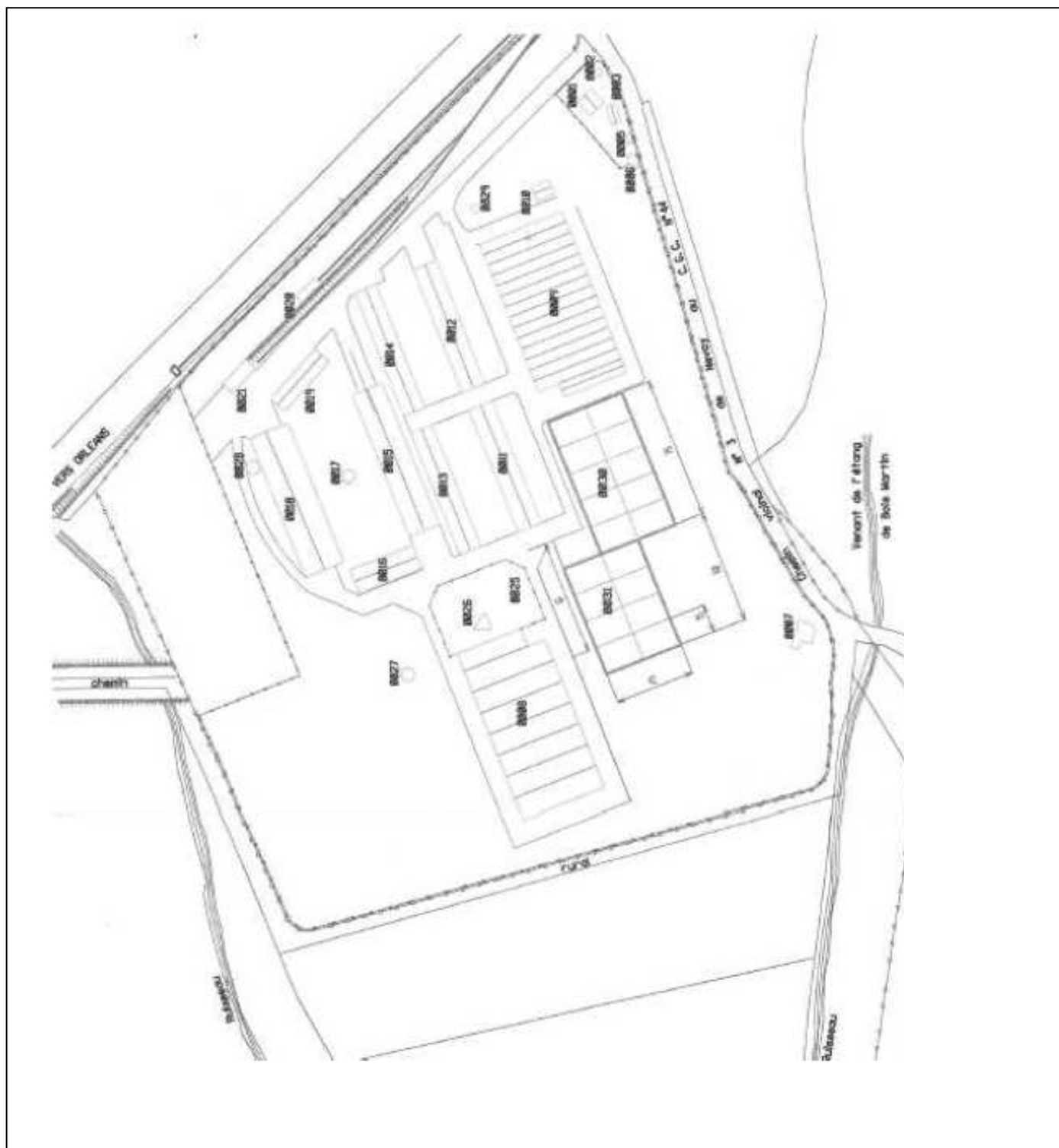


Le site compte 22 bâtiments présentés dans le tableau suivant.

Bâtiment	Désignation	Superficie (m ²)	Observations
001	Poste de sécurité	120	Réhabilitation en 2014
002	Stockage	17	Ancienne cuisine du chenil détruit en 2011
003	Magasin - local incendie	76	
008	Stockage	4068	Bâtiment équipé d'EHC ¹
009	Stockage	4068	Bâtiment équipé d'EHC
011	Stockage	1008	Bâtiment équipé d'EHC
012	Stockage	1008	Bâtiment équipé d'EHC
013	Stockage	1008	Bâtiment équipé d'EHC
014	Stockage	1008	Bâtiment équipé d'EHC
015	Garage engins de manutention	1200	Atelier et garage jusqu'en 2012
016	Stockage	504	
017	Château d'eau	22	
018	Stockage	1212	Bâtiment équipé d'EHC
019	Stockage véhicules	455	Emplacement du futur atelier de dénaturation et stockage de gaz au profit de cet atelier (2015)
020	Garage locotracteur	75	
021	Magasin	166	
025	Zone de l'antenne SOCRATE	1264	
026	Antenne SOCRATE	20	
030	Stockage sous EHC	3150	

¹ Enceinte à Hygrométrie Contrôlée

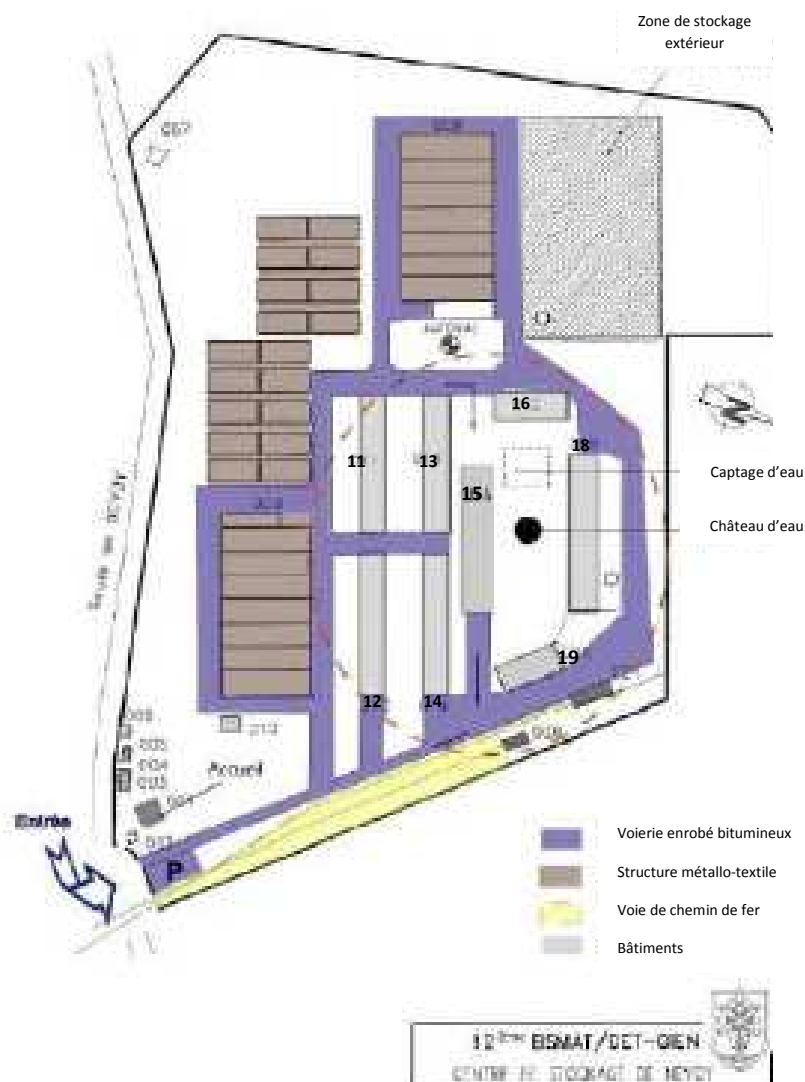
031	Stockage sous EHC	2520	
032	Atelier de maintenance	1570	Mise en service en juillet 2012
Sans	Stockage sous EHC	3000	Mise en service fin 2013



Sur le plan suivant, la trame urbaine du site s'articule autour d'un noyau central constitué de plusieurs bâtiments en structure « dure », c'est-à-dire en parois maçonnées avec couverture en bac acier principalement.

Cette rotule (délimitée par le cercle en pointillé orange) est destinée, aux activités de démontage. Cependant, une partie seulement du bâtiment n°015 est aujourd'hui configurée en atelier, les autres bâtiments (011 à 014, 016 et 018), ont une affectation principale de stockage présentant très ponctuellement des espaces de démontage.

L'organisation orthogonale des bâtiments les uns par rapport aux autres (sauf le bâtiment 019) impose un cheminement des flux externes selon un axe est/ouest. Ainsi depuis l'entrée du site, les matériels arrivant selon un axe nord-ouest/sud-est (voie routière ou chemin de fer) pénètrent directement dans les bâtiments 012, 014, 015 ou 019 de front ou en utilisant des voies perpendiculaires à la voie principale dans les bâtiments 011 et 013.



Les bâtiments 015, 016, 018 et 019 délimitent quant à eux une forme de place "urbaine". Deux éléments structurants viennent rythmer cette cour intérieure. Il s'agit d'un captage d'eau d'une profondeur de 45m et d'un château d'eau actuellement désaffecté. Ces ensembles hydriques viennent limiter la capacité d'organisation autour de cette place centrale.

En sus, une antenne de télétransmission de l'armée de l'air est également présente sur le site.

4.5 Structure des bâtiments

Les dispositions constructives des bâtiments de stockage et d'atelier sont données dans le tableau ci-dessous.

N° de bâtiment	Dimensions intérieures (Lxlxh)	Constitution structure	Constitution toiture
Bâtiment 8 & 9	84 x 47 x 7	Armature acier + mur de briques	Tôle fibrociment
Bâtiment 30 & 31	42 x 135 x 6	Tubes métalliques assemblés en voute	Toile
Bâtiment 11 à 14	72 x 14 x 7,5	Structure métallique + bardage simple peau	Bac acier
Bâtiment 16	36 x 14 x 7,5	Structure métallique + bardage simple peau	Bac acier
Bâtiment 18	80 x 15 x 7	Armature acier + mur de briques	Bac acier
Bâtiment 15	80 x 15 x 7	Armature acier + mur de briques	Bac acier
Bâtiment 19	35 x 13 x 7	Structure métallique + bardage simple peau	Bac acier
Bâtiment 21	20 x 7,5 x 5,5	Structure métallique + parois maçonnées	Tôle ondulée

L'implantation et les dispositions constructives de l'atelier de dénaturation répondront aux prescriptions définies dans l'arrêté du 26 novembre 2012 applicables aux ICPE classées en enregistrement sous la rubrique n°2712 de la nomenclature.

4.6 Capacités techniques

Les missions du détachement sont liées à l'activité de maintenance sur les engins blindés et les engins du génie.

Son périmètre fonctionnel couvre principalement les Niveaux Techniques d'Intervention (NTI) 2 et 3 pour les réparations et rénovations des engins.

Etablissement réparateur NT12 Leclerc, le détachement assure les visites préventives et les réparations après 600 heures de fonctionnement du char Leclerc.

Avec les projets en cours, le site de Nevoy deviendra, un pôle central de dénaturation pour les engins blindés.

4.7 Capacités financières

Les budgets sont alloués annuellement par le Ministère de la Défense. Il n'est donc pas possible de connaître les budgets pour les années à venir. Il est à noter que le budget de fonctionnement est alloué et géré par la Base de Défense d'Orléans-Bricy depuis 2011. Les différents budgets (liés aux missions du détachement, au fonctionnement interne et aux équipements) destinés au Détachement de Gien ont été les suivants au cours des 3 dernières années :

	2008	2009	2010	2011	2012
	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif	Effectif
Personnels	367	361	347	316	305
	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget
Mission	1 849 807 €	2 024 747 €	1 940 000 €	1 824 700 €	1 716 500 €
Fonctionnement	1 198 423 €	1 197 865 €	1 415 116 €	1 659 600 €	1 613 700 €
Equipements	399 555 €	479 556 €	133 500 €	95 972 €	76 566 €
TOTAL	3 447 785 €	3 722 168 €	3 488 616 €	3 580 272 €	3 406 766 €

4.8 Effectifs et horaires

Le détachement de la 12^e BSMAT est composé de 299 hommes et femmes, dont 44 militaires, répartis en :

- 1 section commandement.
- 1 groupement multi technique.
- 1 groupement approvisionnement

Le site de Nevoy dispose au premier semestre 2013 d'un effectif de sept personnes dont :

- 1 sous-officier, chef de centre
- 1 chef d'équipe
- 5 ouvriers professionnels

Les projets sur le site prévoient d'augmenter le nombre de personnels à 20 dont 1 chef d'équipe supplémentaire.

Il faut ajouter à ces personnels :

- de 3 à 10 intervenants ponctuels issus de la Défense et/ou du secteur privé.
- un personnel de gardiennage chargé de sécuriser l'accès au site pendant les heures ouvrées.

En dehors des heures ouvrées, deux personnels sont chargés du gardiennage.

L'activité sur le site de Nevoy est répartie du lundi au vendredi pendant les créneaux horaires suivants :

- ☐ du lundi au jeudi : de 7h25 à 12h25 et de 13h25 à 16h55
- ☐ le vendredi : de 7h25 à 11h25

4.9 Accès et voies de circulation

Le site de Nevoy est desservi par la route de bois d'Amblay, elle-même desservie par la route départementale D952 reliant Gien à Chateauneuf-sur-Loire ou la route départementale D44 reliant Gien à Lorris.

Le site bénéficie également d'une liaison ferroviaire le reliant directement à la gare de Gien.

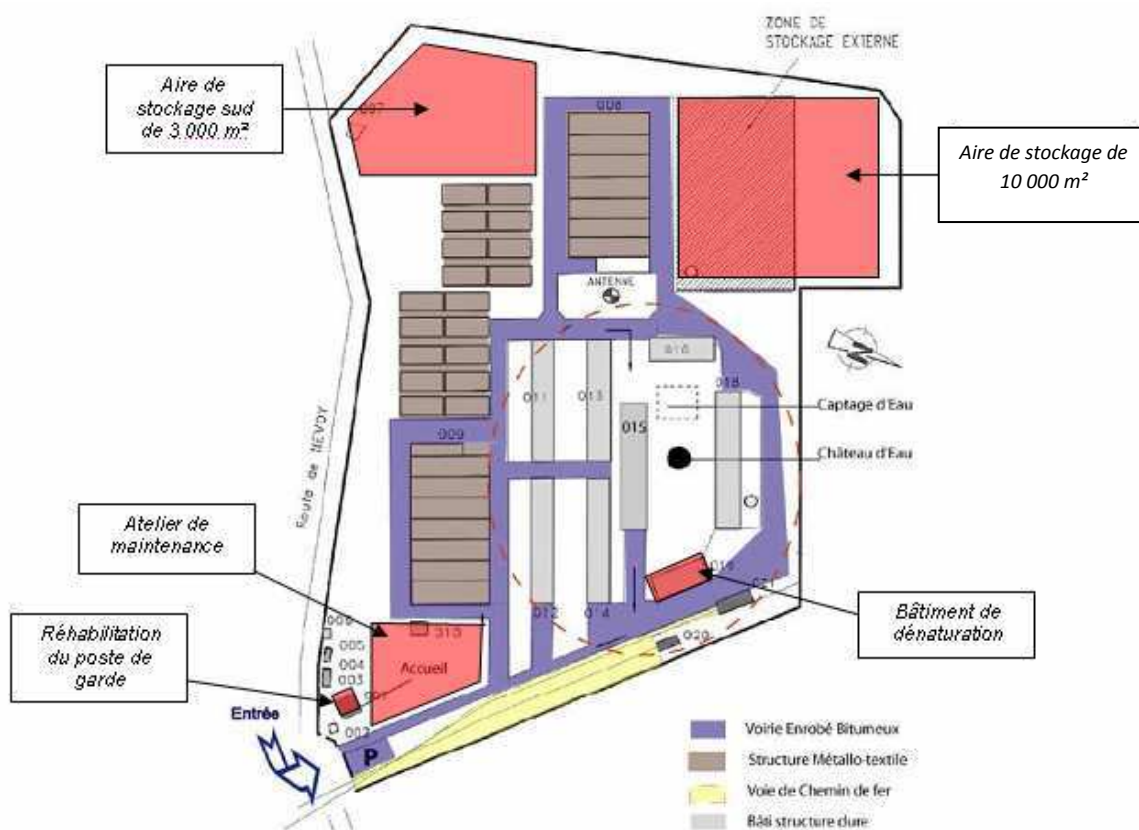
5. Description des activités

5.1 Nature des activités

La 12ème Base de Soutien du MATériel (BSMAT) est spécialisée dans la maintenance des matériels terrestres de la Défense en activité.

Le présent dossier concerne plus particulièrement le site de Nevoy placé sous le commandement du détachement de Gien de la 12^e BSMAT et les projets associés :

- Création d'un atelier de maintenance et de préparation à la dénaturation, dont la mise en service a été réalisée en juillet 2012, OSIRIS AT 12003208.
- Création d'une aire de stockage des engins de 3 000 m² dont la mise en service a été réalisée en janvier 2013, OSIRIS AT 12003209 ;
- Création d'une aire de dénaturation des engins dont la mise en service est programmée pour 2015, OSIRIS 12003105 ;
- Création d'une aire de stockage des engins de 10 000 m² dont la mise en service est prévue en 2015, OSIRIS AT 12004059.
- Création d'un système de protection des installations du site, opération OSIRIS AT 12003353. La mise en service est programmée progressivement sur 2014 et 2015



Le site permet le stockage de trois types d'engins :

- les engins nécessitant des opérations de maintenance qui seront effectuées sur le site de Gien
- les engins en attente avant départ en opération qui doivent être en capacité opérationnelle, donc en état de marche quasi immédiatement.
- les engins en fin de vie qui nécessitent d'être déconstruits

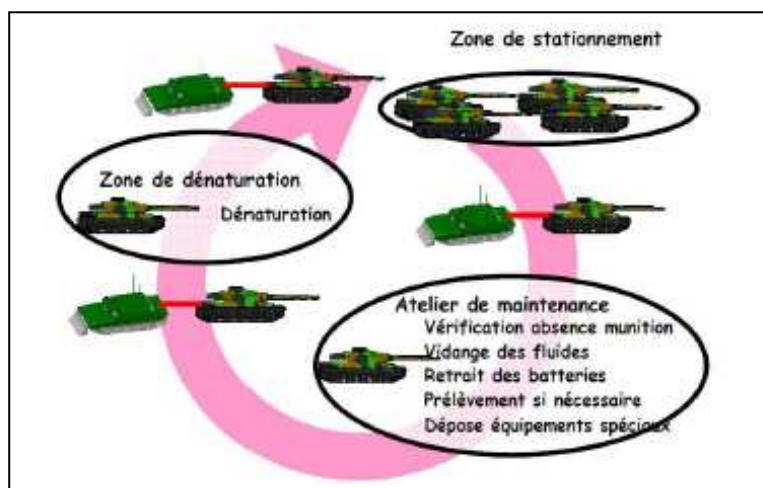
Dans les deux premiers cas, un diagnostic est réalisé à l'arrivée des engins sur le site.

Dans le second cas des opérations de maintenance légères sont effectuées en entrée et en sortie de stockage. Ces engins sont stationnés sous les enceintes à hygrométrie contrôlée (EHC) de la zone de 3000 m² située au sud-ouest du site.

Activités futures

A la mise à disposition de l'atelier de dénaturation, l'activité du site s'enrichira de la fonction de dénaturation des engins retirés du service. Les engins stockés sur la zone de 10000 m² seront vidangés dans l'atelier de maintenance d'une surface puis démilitarisés dans l'atelier de dénaturation.

L'organisation de cette activité sur le site de Nevoy se décomposera comme suit :



Les différentes phases sont détaillées ci-après :

5.2 Réception et stockage des engins entrants

Les engins destinés à être dénaturés arriveront sur le site par porte-char ou par convoi ferroviaire.

Le flux d'engins à dénaturer par le site est estimé à 50 engins par an.



A leur arrivée sur site, les engins seront stationnés sur une zone d'attente.

Le lieu d'attente est la zone de 10 000 m² qui fait l'objet d'un projet de construction à partir de 2014 avec mise à disposition en 2015.

5.3 Dépollution des engins

Les engins seront ensuite pris en charge dans l'atelier de maintenance pour être dépollués selon la procédure de l'instruction 18601/DEF/DCMAT/SDA/RM/RD du 25 mars 2003. C'est à dire :

- Vérification de l'absence de munition ;
- Vidange complète de tous les fluides (gasoil, huile, ...) ;
- Retrait des batteries ;
- Dépose des équipements spéciaux (goniomètre, viseur et optique, calculateur de conduite de tir, radio...).

Des opérations de prélèvement, consistant à récupérer des rechanges en vue de les mettre dans le circuit approvisionnement après réparation pourront avoir lieu à ce stade si nécessaire.

A l'issue de ces étapes, les engins seront tractés vers le bâtiment de dénaturation.

5.4 Dénaturation des engins

Dans le cas de l'activité de Nevoy, la dénaturation des engins consistera à neutraliser les fonctions de tir et de roulage des engins de guerre. Elle se déroulera dans un bâtiment neuf exclusivement dédié à cette opération et concernera environ 50 engins par an.

Cette opération suivra les préconisations des instructions n°17/DEF/CGA/RMA/MG, et 11092 ainsi que du MAT 1008/1.

Le procédé envisagé est la lance thermique. Cette technique consiste principalement en l'utilisation d'oxygène qui est injecté dans un tube métallique composé de fils. L'extrémité de ce tube est allumée par chauffe (chalumeau ou allumeur spécifique). La lance allumée permet la découpe et le perçage rapide de presque tous les matériaux ceux-ci servant de combustible à l'oxygène de la lance.

Le choix du procédé a été motivé par l'efficacité de la lance thermique à rendre les systèmes d'armement du char inopérants.

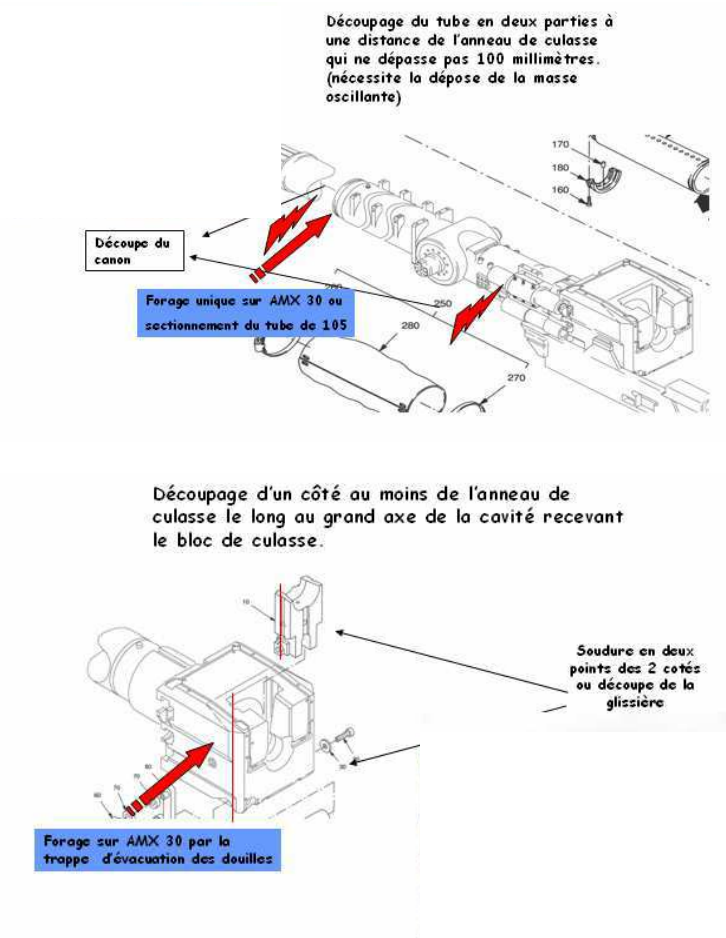
Ce procédé ne nécessite ni moyen de levage, ni phase de démontage importante. En conséquence le gain de temps d'exécution est appréciable.

L'oxygène sera injecté dans le tube à une pression comprise entre 8 et 10 bars.

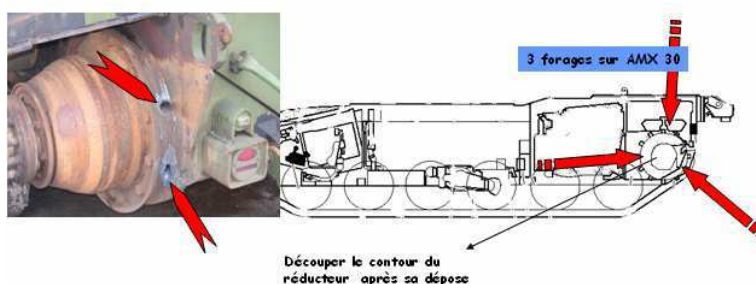
La lance thermique lors de sa combustion génère 3 réactions:

- Une action thermique. Cette réaction permet la fluidification des oxydes puis celle du laitier.
- Une action chimique. Les éléments des matériaux percés sont combinés aux apports des oxydes de la barre.
- Une action cinétique. La pression de l'oxygène pulvérise le laitier et permet de le dégager du trou.

Exemples d'opération de dénaturation selon le MAT 1008/1 :



Découpage des deux côtés de la coque, de sections de blindage comprenant les ouvertures des axes de transmission, par ces coupures verticales et horizontales dans le blindage latéral et par des coupures diagonales dans le blindage supérieur ou inférieur, avant ou arrière, de sorte que les ouvertures des axes de transmission soient comprises dans les parties découpées (nécessite généralement la dépose des deux réducteurs).



5.5 Evacuation des engins dénaturés

A l'issue de ces phases de dépollution et de dénaturation, les matériels démilitarisés seront stockés sur le site (zone de 10 000 m²) en attendant leur élimination chez un prestataire extérieur agréé pour la destruction des véhicules hors d'usage conformément à l'article R 543-162 du code de l'Environnement.

5.6 Produits stockés

5.6.1 Engins et matériels

Par sa vocation de centre de stockage, les produits stockés sur le site seront principalement des engins blindés ou des engins du génie dépollués ou des matériels de rechange non combustibles (moteurs, pièces de carrosserie, ...), stockés dans les hangars et/ou sous tentes de type enceinte à hygrométrie contrôlée (EHC).

Après dépollution, les engins et matériels ne présenteront plus de risque d'incendie ou d'explosion. Les risques de pollution seront minimisés. Il en sera de même pour les matériels de rechange.

5.6.2 Déchets

Les autres stockages en quantité considérables liés à l'activité du site seront les déchets :

- Déchets Industriels Dangereux : DEEE, batteries, huiles usagées, liquide de refroidissement, filtres, boues de séparateur-débourbeur, ...
- Déchets non dangereux : Déchets non dangereux en mélange : papier/carton, plastiques, déchets verts... issus des différentes activités industrielles.

Les déchets des fluides usagés des véhicules seront stockés dans 4 cuves enterrées de l'atelier de maintenance :

- Gazole : 10 m³
- Huiles usagées : 5 m³
- Liquide de refroidissement : 2 m³
- Essence : 1,5 m³

Les déchets solides sont placés dans des bennes étanches situées sur la plateforme de l'atelier de maintenance prévue à cet effet. Cette plate-forme est couverte.

Le stock maximal sur le site correspondra à 15 jours d'activité.
L'élimination sera confiée à des prestataires extérieurs agréés.

5.6.3 Oxygène

Le besoin en oxygène est estimé à 2 cadres type V9 contenant chacun 95 m³ d'oxygène gazeux. Le poids total d'oxygène pour les deux cadres sera inférieur à 300 kg.



5.6.4 Système d'allumage des lances thermiques

Les lances thermiques pourront être allumées suivant deux procédés :

- Chalumeau oxyacétylénique
- Dispositif d'allumage spécifique

Le système spécifique d'allumage de la lance fonctionne à base de poudre de zirconium et d'aluminium. L'aluminium est un réducteur fort et la réaction d'oxydation du zirconium est exothermique.

Ceci permet de démarrer, au contact de l'oxygène, la combustion de la lance thermique.

La quantité de systèmes d'allumage sera très limitée sur le site. Chaque système comporte environ 0,05 à 0,5 g de poudre de zirconium et environ 10 g de poudre d'aluminium. La quantité maximale stockée pour une centaine de systèmes, sera donc de 50 g de poudre de zirconium et 1 000 g de poudre d'aluminium.

La documentation technique du procédé est jointe en annexe.

5.7 Utilités et équipements

5.7.1 Alimentation électrique

A l'occasion de la construction de l'atelier de maintenance un poste de transformation d'une puissance de 630 kVA a été installé pour l'alimentation électrique du site.

5.7.2 Alimentation en eau

Le site est raccordé au réseau public d'alimentation d'eau de la commune de Nevoy. Le forage existant est uniquement utilisé pour alimenter le réseau d'eau incendie.

La consommation en eau depuis le réseau public est approximativement de 350 m³/an. Au terme de toutes les évolutions du site, la consommation en eau depuis le forage sera d'environ 400 m³/an, principalement à usage industriel et de protection incendie.

5.7.3 Assainissement

Compte tenu de l'éloignement du site par rapport aux zones urbanisées il n'existe pas à proximité de celui-ci de réseau public destiné à recueillir les eaux pluviales et les eaux usées.

Les eaux pluviales collectées sur le site sont donc rejetées au milieu naturel par deux points de rejets situés l'un au nord et l'autre au sud.

Les eaux usées générées sur cette emprise sont quant à elles dirigées vers une fosse toutes eaux de 7 000 litres raccordé à un épandage par filtre à sable vertical drainé compte tenu de la nature du terrain (argileux) et de sa faible perméabilité.

5.7.4 Téléphone

Le poste de gardiennage du site et l'atelier de maintenance sont desservis par un réseau téléphonique. L'atelier de dénaturation sera également équipé de moyens téléphoniques.

6 Compatibilité des activités

6.1 Compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols

6.1.1 Compatibilité avec les documents d'urbanisme

Le site se situe dans le bois de la Borde, isolé de toute urbanisation. Le centre-ville de Nevoy se situe à 2km au sud-ouest du site.

Le site se trouve en zone Ulm du Plan d'Occupation des Sols (POS) de Nevoy (annexe 1). La zone Ulm est destinée à ne recevoir que des installations militaires. Sont notamment autorisés dans la zone UI :

- Les constructions ou installations à usage industriel, commercial, artisanal, de service, les bureaux, les entrepôts ;
- les constructions à usage d'habitation destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour la bonne marche ou la surveillance de l'établissement ;
- les dépôts nécessaires à l'activité exercée, sous réserve que leur impact visuel à partir des voies existantes et futures soit réduit par la création sur la parcelle de masques végétaux.

Concernant l'assainissement, en zone Ulm, toute construction, pour être autorisée, doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif, conforme à la réglementation en vigueur et tenant compte des caractéristiques du milieu récepteur.

A défaut de réseau public, tout aménagement réalisé sur le terrain ne doit jamais faire obstacle au libre écoulement des eaux.

Aucun coefficient d'occupation des sols n'est fixé.

L'ensemble des dispositions s'appliquant à cette zone seront respectées.

6.1.2 Patrimoine historique et architectural

Aucun monument classé au patrimoine architectural français n'est classé sur la commune de Nevoy. Sur la commune de Gien, la base de données MERIMEE recense 4 monuments classés situés dans le centre ville distants de plus de 3 kilomètres de l'emprise de Nevoy (Château de Gien, Eglise paroissiale Sainte Anne, Immeubles à proximité du château, Vestiges du manoir de Jean d'ARRABLOY).

6.1.3 Servitudes

Il n'y a pas de servitude sur le site.

La route de Bois d'Amblay fait l'objet d'une servitude de non obstruction au titre de son classement en tant qu'itinéraire « CNPE² » de transports exceptionnels. A ce titre, les

² Centre Nucléaire de Production d'Electricité

travaux réalisés sur le site devront être signalés au gestionnaire SAFEGE, représentant d'EDF SETRAL.

6.1.4 Risque d'inondation par crue

Le site n'est pas concerné par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la Loire – Val de Gien.

Par ailleurs, d'après les données du BRGM, le site de Nevoy a une sensibilité très faible au phénomène de remontée de nappe.

6.2 *Compatibilité du projet avec les divers plans, schémas et programmes*

Les programmes et plans visés à l'article R512-46-4 sont listés dans la circulaire du 22 septembre 2010 (NOR : DEVP1022207C). Il s'agit :

- du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE),
- du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE),
- du Plan de protection de l'atmosphère,
- des programmes nationaux et régionaux d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement ,
- du plan d'élimination des déchets,
- du schéma départemental des carrières.

6.2.1 Le SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE de la Beauce

6.2.1.1. Description de l'aménagement et de la gestion des eaux

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification élaboré par les Comités de bassin à l'échelle de chaque grand bassin hydrogéographique français qui fixe pour 10 ans les orientations fondamentales à mettre en œuvre pour une meilleure gestion de l'eau. Il définit des objectifs de qualité et de quantité des eaux et émet des préconisations qui s'adressent directement aux administrations dans le cadre des procédures réglementaires notamment.

Le SDAGE du Bassin Loire-Bretagne a été adopté le 18 novembre 2009 pour les années 2010 à 2015 et est associé à un programme de mesures (PDM). Le PDM identifie les principales actions à conduire d'ici 2015 pour atteindre les objectifs de qualité et de quantité des eaux. Ces actions sont à la fois techniques, financières et d'organisation des partenaires de l'eau (annexe 2).

L'objectif du SDAGE Loire-Bretagne est de **61 % des eaux de surface en bon état écologique** d'ici 2015 (contre 30 % aujourd'hui). Une eau en bon état est une eau qui :

- permet une vie animale et végétale riche et variée,
- est exempte de produits toxiques,
- est disponible en quantité suffisante pour satisfaire tous les usages.

Pour atteindre cet objectif, le SDAGE a défini 15 enjeux majeurs :

1) Protéger les milieux aquatiques : le bon fonctionnement des milieux aquatiques est une condition clef du bon état de l'eau.

- Repenser les aménagements de cours d'eau

- Préserver les zones humides et la biodiversité
- Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs
- Préserver le littoral
- Préserver les têtes de bassin versant

2) Lutter contre les pollutions : toutes les pollutions sont concernées quelle que soit leur origine

- Réduire la pollution par les nitrates
- Réduire la pollution organique
- Maîtriser la pollution par les pesticides
- Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses
- Protéger la santé en protégeant l'environnement

3) Maîtriser la ressource en eau : Ressource et prélèvements doivent être équilibrés

- Maîtriser les prélèvements d'eau

4) Gérer le risque inondation : Développer la conscience et la prévention du risque

- Réduire le risque d'inondations par les cours d'eau

5) Gouverner, coordonner, informer : Assurer une cohérence entre les politiques et sensibiliser tous les publics

- Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges
- Projets susceptibles de déroger au principe de non

Des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) reprennent à l'échelle du bassin versant ces objectifs et définissent des enjeux prioritaires pour les atteindre. Le site de Nevoy appartient au périmètre du SAGE de la nappe de Beauce défini par arrêté du 13 janvier 1999.

Les objectifs prioritaires évalués par le SAGE sont :

- Gérer quantitativement la ressource en eau souterraine,
- Assurer durablement la qualité de la ressource,
- Protéger les milieux naturels,
- Prévenir et gérer les risques de ruissellement et d'inondation.

L'étang de la Grande Brosse et le fossé des Vallées ne possèdent pas actuellement d'objectif définis par les documents précités. Le premier cours d'eau à proximité de Nevoy à en posséder un est la Loire :

Commission global territoriale	Nom de la rivière	Code de la masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Objectif d'état écologique		Objectif d'état chimique		Objectif d'état global	
				Obj	Délai	Obj	Délai	Obj	Délai
Loire moyenne	Loire	FRGR0007b	La Loire depuis Gien jusqu'à Saint-Denis-en-Val	Bon état	2015	Bon état	2015	Bon état	2015

Les objectifs de bon état chimique des masses d'eau sont fixés pour la France, par la circulaire définissant les « normes de qualité environnementale provisoires (NQE_p) » des 41

substances impliquées dans l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau ainsi que des substances pertinentes du programme national de réduction des substances dangereuses dans l'eau.

Zones sensibles

Les zones sensibles sont des bassins versants, lacs ou zones maritimes qui sont particulièrement sensibles aux pollutions. Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits.

La commune de Nevoy est située sur un bassin versant classé depuis 1994 comme zone sensible.

Aucun rejet industriel n'est effectué au milieu naturel. Par ailleurs les aménagements réalisés ou en projet sur le site concourent à l'amélioration de la qualité des rejets domestiques (mise en place d'une fosse toutes eaux) et pluviaux (construction de bassins d'orages et de rétention avec séparateurs d'hydrocarbures)

Zones de Répartition des Eaux

Les zones de répartition des eaux (ZRE) sont des zones comprenant des bassins, sous-bassins, fractions de sous-bassins hydrographiques ou des systèmes aquifères, caractérisées par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.

Ces dispositions sont destinées à permettre une meilleure maîtrise de la demande en eau, afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et la conciliation des usages économiques de l'eau.

Ces zones sont définies par le décret n°94-354 du 29 avril 1994, modifié par le décret n°2003-869 du 11 septembre 2003. Classées par décret, ces zones sont traduites en liste de communes par les préfets des départements. Dans ces zones, les seuils d'autorisation et de déclarations des prélèvements dans les eaux superficielles comme dans les eaux souterraines sont abaissés. Dans ces zones, les prélèvements d'eau supérieurs à 8m³/s sont soumis à autorisation et tous les autres sont soumis à déclaration.

La commune de Nevoy n'est pas concernée par une ZRE d'un bassin hydrographique mais est concernée par une ZRE relative aux systèmes aquifères de la nappe de la Beauce.

Le site de Nevoy possède un forage qui prélève de l'eau dans la nappe des calcaires de Beauce et est donc concerné par cette ZRE. A ce titre le prélèvement relève de la rubrique 1.3.1.0 de la nomenclature IOTA

6.2.1.2 les Impacts du projet

- Alimentation et consommation en eau

Depuis juillet 2012, le site dispose d'une connexion au réseau public d'alimentation en eau potable pour les usages sanitaires. Jusqu'à cette date le site était alimenté en eau non potable à partir de son forage classé au titre des IOTA.

La consommation d'eau de l'établissement liée à l'usage sanitaire est estimée à environ 350 m³/an répartie comme suit :

- 300 m³ pour un usage sanitaire (WC, douches, ...) pour un effectif moyen de 25 personnes (employés, chauffeurs et visiteurs) ;

- 50 m³ pour l'usage sanitaire du poste de garde ;

En ce qui concerne les usages « industriels » l'eau provient du forage qui est équipé d'un compteur. La consommation d'eau de l'établissement liée à cet usage est estimée à environ 400 m³/an répartie comme suit :

- 250 m³ pour la dénaturation des chars (50 engins/an) ;
- 150 m³ d'utilisation diverses (réseau incendie, arrosage des espaces verts, travaux divers, ...).

Cette installation de prélèvement est soumise au régime de la déclaration au titre de la rubrique IOTA 1.3.1.0, néanmoins les volumes prélevés dans la nappe diminuent d'environ la moitié depuis le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable public. Cette installation de prélèvement n'a pas d'impact significatif sur la ressource en eau.

- Les effluents sanitaires

Etant donné l'impossibilité de se raccorder au réseau public d'eaux usées, une fosse de 7 000 litres et un épandage par filtre à sable vertical drainé ont été installés en 2012 dans le cadre de la création de l'atelier maintenance pour traiter les eaux usées sanitaires. Cette fosse toutes eaux conforme à la réglementation remplace une fosse toutes eaux avec décoloïdeur et filtre à sable qui existaient précédemment.

Les valeurs moyennes quotidiennes de références d'effluents pour une personne en entreprise sont :

- MES : 30 g/j
- Matières oxydables : 19 g/j
- Azote réduit : 5 g/j
- Phosphore total (P) : 1,33 g/j

La charge polluante, évaluée pour le personnel du site, les chauffeurs et les visiteurs, soit environ 25 personnes, se décline donc comme suit :

- MES : 750 g/j
- Matières oxydables : 475 g/j
- Azote réduit : 125 g/j
- Phosphore total (P) : 33,25 kg/j

Au regard du nombre de personnes travaillant sur le site et du dispositif de traitement mis en place, la charge de polluants rejetée au milieu naturel est donc faible et n'engendrera pas d'impact significatif sur le milieu naturel.

- Les eaux de process

De l'eau industrielle en provenance du forage sera utilisée sur le site pour les opérations de dénaturation. En effet, chaque opération de forage par la lance thermique nécessite un refroidissement de la zone forée à l'eau.

Des essais réalisés ont permis de déterminer que 5 m³ d'eau au maximum étaient nécessaires par engin dénaturé. Le nombre d'engins dénaturés par an sera de 50 environ. Le volume annuel d'eau utilisée est donc estimé à 250 m³.

Ces eaux seront collectées par des avaloirs et stockées dans une cuve de 40 m³. La vidange de la cuve sera effectuée à une fréquence de 10 enlèvements annuels environ, avec un rythme de dénaturation de 50 chars par an.

Des analyses réalisées sur les eaux lors d'essais de dénaturation sur des chars AMX30 et AMX10 (Mourmelon, mai 2008) ont permis de mieux caractériser ces effluents.

Ces analyses ont portées sur une large gamme de paramètres permettant de qualifier, au mieux, les rejets sur les différents types d'engins à dénaturer.

Les paramètres mesurés sont les suivants :

- Demande Chimique en Oxygène non décantée (DCOnd), après décantation 2 heures (DCOad2) et après filtration à 0,45µm
- Demande Biologique en Oxygène non décantée (DBO5nd), après décantation 2 heures (DBO5ad2)
- Matières En Suspension Totales (MEST), Matières En Suspension Organiques (MESO)
- Azote Kjeldahl (NTK),
- Phosphore total (Pt),
- pH et température
- Métaux : Al, Cd, Cr, Cu, Co, Fe, Ni, Pb, Sn, Se, Zn
- Hydrocarbures totaux (HT),
- Composés Organiques Volatiles (COV) dont BTEX, MTBE, solvants organohalogénés
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP),
- Substances extractibles à l'hexane (SEH)

CONCENTRATIONS en mg / l											
DBO5	DBO5	DCO	DCO	DCO	MEST	MESO	NTK	PT	pH	SEH	HT
nd	ad ²	nd	ad ²	filtré à 0,45µm						mg/kg	mg/l
Char AMX 30											
26	16	455	331	307	279	63	<3	0,4	7,40	40	1
Char AMX 10											
12	7	127	82	79	173	28	4,0	0,4	7,90	20	<0,1
Moyenne	19	12	291	207	193	46	<3,5	0,4	7,7	30	<0,55
Maximum	26	16	455	331	307	63	4,0	0,4	7,9	40	1

CONCENTRATIONS METAUX en mg / l											
Fe	Al	Cd	Co	Cr	Cu	Ni	Pb	Se	Sn	Zn	
Char AMX 30											
1,38	0,78	2,20	0,016	<0,010	0,113	0,164	0,100	<0,010	0,017	3,85	
Char AMX 10											
0,55	0,83	0,25	<0,010	<0,010	0,07	0,012	0,053	<0,010	<0,010	1,56	
Moyenne	0,97	0,81	1,23	<0,013	<0,010	0,092	0,088	0,077	<0,010	<0,0135	2,71
Maximum	1,38	0,83	2,20	0,016	<0,010	0,113	0,16	0,100	<0,010	0,017	3,85

Parmi les Composés Organiques Volatiles (COV), les solvants organohalogénés, les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) et les dérivés du Benzène recherchés, voici ceux qui ont été détectés dans les effluents générés par la dénaturation des 2 chars :

	Concentrations moyennes (µg/l)	Concentrations maximales (µg/l)	Char concerné par la concentration maximale
Benzène	1,2	1,8	AMX 30
Bromoforme	0,83	0,87	AMX 10
Chloroforme	0,66	0,72	AMX 30
Dibromochlorométhane	1,25	1,3	AMX 10
Dichlorobromoéthane	0,69	0,74	AMX 10
Acénaphthène	0,075	0,111	AMX 30
Benzo (a) pyrène	0,183	0,350	AMX 30
Benzo (a) anthracène	< 0,022	0,035	AMX 10
Benzo (ghi) pérylène	< 0,013	0,017	AMX 10
Benzo (k) fluoranthène	< 0,109	0,208	AMX 30
chrysène	< 0,023	0,036	AMX 10
fluorène	< 0,068	0,126	AMX 10
naphtalène	1,861	3,181	AMX 30
phénanthrène	1,646	2,919	AMX 30
pyrène	0,907	1,701	AMX 30
2-méthyl naphtalène	0,936	1,704	AMX 30

Au regard des résultats obtenus, l'effluent comporte des substances dangereuses dont les concentrations sont supérieures à celles fixées par les normes de qualité environnementale. La circulaire du 7 mai 2007 fixe les objectifs nationaux de réduction des émissions des substances dangereuses dans l'eau (programme national de Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE), issus de la Directive Cadre Eau).

Le tableau suivant récapitule certains seuils pour les substances détectées dans les rejets générés par la dénaturation des chars.

	norme de rejets milieu naturel (en µg/l)	concentrations rejet (en µg/l)
cadmium et ses composés	5	250 à 2200
Plomb et ses composés	20	53 à 100
benzo (a) pyrène	0,05	0,15 à 0,35
naphtalène	2,4	0,54 à 3,18
phénanthrène	0,11	0,37 à 2,92
pyrène	0,024	0,11 à 1,70

Ce tableau montre que les concentrations en cadmium sont très largement supérieures à celles d'un rejet conforme au milieu naturel. Un traitement physicochimique de l'effluent et en particulier, l'insolubilisation des hydroxydes métalliques par alcalinisation serait adaptée pour l'élimination du cadmium dans les rejets.

Le traitement physicochimique n'étant pas envisagé, l'atelier de dénaturation sera équipé d'une cuve enterrée de 40 m3 destinée à la récupération des eaux issues de cette activité : eaux de nettoyage de la zone de travail et de sécurisation par arrosage des zones de neutralisation des engins.

Les eaux ainsi collectées seront ensuite évacuées par un prestataire externe spécialisé dans le traitement des effluents aqueux à une fréquence de 10 enlèvements annuels environ, avec un rythme de dénaturation de 50 chars par an.

En l'absence de rejets d'eaux de process directement au milieu naturel, le projet sera sans impact sur la ressource en eau.

- Les eaux pluviales

Les surfaces étanches du site sont estimées dans le tableau suivant :

Intitulé		Surfaces
Existant	Tentes air sec extérieures	5670 m ²
	Tentes air sec sous bâtiment	13380 m ²
	Voieries	16375 m ²
	Bâtiments annexes (poste garde, ...)	2360 m ²
	Atelier de maintenance	1570 m ²
Futur	Bâtiment dénaturation et voieries associées	930 m ²
	Aire de stockage Sud	3600 m ²
	Aire de stockage Nord	11650 m ²
Total		55535 m²

Sur le plan topographique, le site est situé en haut d'une butte et est divisé en deux bassins versant : bassin versant nord et bassin versant sud. Le tableau suivant reprend la répartition des surfaces imperméabilisées par bassin versant :

Surfaces en m ²	Imperméabilisation actuelle	Nouvelles zones de stockage	Atelier de maintenance	Atelier de dénaturation et voieries associées	Surfaces totales
Bassin versant Nord	26265 m ²	11650 m ²	1570 m ²	930 m ²	40415 m ²
Bassin versant Sud	11520 m ²	3600 m ²			15120 m ²
					55535 m ²

NB : pour des raisons de protection incendie l'aire de stockage de 13 000 m² prévue au Nord du terrain, a vu sa dimension réduite à environ 10 000m² effectivement utilisable pour laisser une espace libre entre la forêt et l'aire de stockage.

Une étude hydraulique a été menée en ce qui concerne la gestion globale des eaux pluviales sur le site. Elle prévoit la création d'un réseau complet de collecte des eaux pluviales.

Ces eaux seront collectées dans deux bassins d'orage d'un volume respectif de 1477 m³ pour celles provenant du bassin versant nord et de 325450 m³ pour celles provenant du bassin versant sud. Ce dimensionnement a été calculé sur la base d'un débit de fuite maximal de 20 l/s pour chacun. Ce principe a été validé par la DDT 45 (courrier joint en annexe 3)

Les eaux collectées seront ensuite évacuées, via deux exutoires, vers les fossés en bordure de site qui se déversent dans l'étang de la Grande Brosse qui lui-même s'écoule vers la Loire à 4 km du site.

Des séparateurs-débourbeurs seront installés en sortie de ces bassins d'orage pour traiter les eaux pluviales ayant pu se charger en hydrocarbures et particules lors de leur

ruissellement sur les voiries et aires de stockage des engins. Ces séparateurs d'hydrocarbures sont de classe I (5 mg/l).

Le bassin d'orage situé au Nord aura également pour fonction de confiner les eaux d'extinction qui viendraient s'y déverser suite à un incendie sur les ateliers de maintenance et de dénaturation (volume de confinement évalué à 300 m³). Les activités de ces ateliers ont été identifiées comme sensibles par les services d'incendie et de secours (SDIS 45) au regard des risques de pollution en cas d'incendie.

Un dispositif mécanique d'obturation du bassin sera donc mis en place pour être actionné en cas de sinistre susceptible de générer des eaux d'extinction incendie chargées en polluants.

Le SAGE ne fournit pas de donnée spécifique au milieu récepteur qui sera l'étang de la Grande Brosse. Il faut cependant tenir compte du fait que cet étang est un lieu de pêche et suggère une valeur de rejet basse de 5 mg/l en hydrocarbures. Les séparateurs d'hydrocarbures installés sont donc de classe I (5 mg/l)

Les devenir des eaux pluviales tombant sur des sols non étanches sont les suivants :

- infiltration et alimentation du réseau souterrain,
- ruissellement jusqu'aux fossés bordant le site,
- évaporation,
- alimentation de la végétation.

6.2.2 Programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

La directive 91/676/CEE du Conseil Européen vise à protéger les eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole grâce à plusieurs mesures dont la mise en œuvre incombe aux États membres :

- surveillance des eaux superficielles et souterraines
- inventaire des eaux polluées ou susceptibles de l'être
- désignation de zones vulnérables
- élaboration de codes de bonnes pratiques agricoles et de programmes d'action
- réexamen au moins tous les quatre ans de la désignation des zones vulnérables et des programmes d'action.

Les agriculteurs sont concernés par ces programmes.

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable. Sont désignées comme zones vulnérables les zones où :

- les eaux douces superficielles et souterraines, notamment celles destinées à l'alimentation en eau potable, ont ou risquent d'avoir une teneur en nitrates supérieure à 50 mg/l
- les eaux des estuaires, les eaux côtières ou marines et les eaux douces superficielles qui ont subi ou montrent une tendance à l'eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.

La commune de Nevoy ne se situe pas en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole.

De plus, au regard des activités du projet, aucun rejet de nitrates dans les sols et/ou les eaux ne sera engendré.

L'installation en projet n'est donc pas concernée par le programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

6.2.3 Plans pour la qualité de l'air

Le Code de l'Environnement issu de la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation énergétique (LAURE) reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et vise à améliorer la surveillance de la qualité de l'air et à mettre en place des outils de planification régionaux et locaux :

- PRQA : Plan Régionaux pour la Qualité de l'Air

- PPA : Plan de Protection de l'Atmosphère (pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants)
- PDU : Plan de Déplacements Urbains (pour les agglomérations de plus de 100 000 habitants).

Ces différents plans ont pour vocation de dresser un bilan de la qualité de l'air, de définir et d'évaluer à l'aide d'indicateurs les orientations/actions visant à baisser les niveaux de pollution.

Au niveau régional, la stratégie de Lig'Air (AASQA : Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air) doit intégrer les actions qui résultent de la mise place :

- du Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)
- des Plans de Déplacements Urbains des Communauté d'Agglomération de La Rochelle, Poitiers, Niort et Angoulême.

Pour cela, un Plan Régional pour la Qualité de l'Air a été adopté en région Centre le 23 juillet 2008 par arrêté préfectoral pour mettre en place une stratégie de surveillance.

Les objectifs du PRQA sont les suivants :

- approfondir les connaissances sur la qualité de l'air
- mieux connaître les effets de la qualité de l'air
- agir pour la réduction des émissions polluantes atmosphériques
- renforcer l'information et la sensibilisation des publics.

Sur les communes de GIEN (15254 habitants) et de NEVOY (1197 habitants), il n'existe pas de plan de protection de l'atmosphère.

Dans le cadre du projet, les rejets susceptibles d'affecter l'air sont :

Les gaz des installations de combustion :

Seuls l'atelier de maintenance et le poste de sécurité sont chauffés, ceci grâce à l'énergie électrique.

Il n'y a donc pas de gaz de combustion émis par des installations de chauffage.

Les gaz de combustion des véhicules

Le flux de véhicules constaté sur une période d'un an est de l'ordre de 4680 mouvements sur le site de Nevoy, pour une moyenne de 23 véhicules par jour ouvré (200 jours d'activité par an).

Détail du trafic annuel :

VL	3883
PL	267
SPL	237
ENGINS TP	132
CHARS	163

Les gaz issus de l'activité de dénaturation des engins blindés à la lance thermique

Des essais de dénaturation à l'aide de ce procédé avaient été réalisés en 2008 sur le camp de Mourmelon. Néanmoins, les analyses réalisées à cette époque n'étaient pas représentatives des rejets réels dans l'atmosphère (sonde de prélèvement située à 8 mètres du char).

Une nouvelle campagne d'analyse a donc été menée en décembre 2012 sur le site de Nevoy dans des conditions expérimentales visant à mesurer précisément les polluants émis. Le rapport figure en annexe 6.

Les résultats des analyses réalisées lors de ces opérations de dénaturation à la lance thermique respectent les prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 (article 27) en matière de rejet à l'atmosphère. En effet pour un débit d'extraction d'air de l'ordre de 24 000 m³/h les flux horaires seraient inférieurs aux flux horaires maximaux autorisés.

Le projet prévoit un débit d'extraction de 43 000 m³/h, les flux de pollution resteront donc bien inférieurs aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 2 février 1998

Par ailleurs, le nombre de chars susceptibles d'être traités s'élève en moyenne à 50 engins traités par an avec au maximum 15 minutes de dénaturation par chars, soit environ 15h de rejet cumulé sur l'année.

Compte tenu des sources de rejets atmosphériques, de leur durée en moyenne dans l'année, des mesures prises et de la localisation du site dans un contexte périurbain, l'impact de l'activité du projet sur la qualité de l'air peut être considéré comme négligeable.

6.2.4 Plan d'élimination des déchets

Les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) ont été rendus obligatoires par la loi du 13 juillet 1992. Leur élaboration est de la compétence du Préfet ou du Conseil Général. Ils sont destinés à coordonner et programmer les actions de modernisation de la gestion de ces déchets. La modernisation est à engager à 5 et 10 ans notamment par les collectivités locales. Ils fixent les objectifs de recyclage et de valorisation à atteindre, les collectes et équipements à mettre en œuvre à cette fin, les échéanciers à respecter et évaluent les investissements correspondants.

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) actuellement en vigueur dans le Loiret a été approuvé le 15 avril 2011.

Les priorités et orientations voulues par le Plan se déclinent en **2 axes majeurs** s'appuyant sur l'état des lieux, la réglementation en vigueur ainsi que sur les orientations nationales et européennes, notamment les lois du Grenelle de l'Environnement et la directive cadre européenne sur les déchets. Ces 2 priorités sont :

- La réduction à la source et la prévention des déchets,
- L'amélioration des performances des collectes séparatives et de la valorisation des déchets.

Ces orientations découlent des propositions faites en concertation par les ateliers techniques dans lesquels des objectifs quantitatifs ont été fixés selon les modes de prise en charge des déchets et selon leur nature, aux échéances 2013 et 2018. Il s'agit d'objectifs :

- de réduction quantitative des déchets et réduction de leur toxicité,
- d'amélioration des performances des collectes sélectives (au sens large: déchèteries, recyclables ménagers, encombrants),
- d'amélioration de la valorisation des déchets collectés,
- d'optimisation de la valorisation énergétique dans le département.

Globalement, le Département exprime la volonté que le PEDMA du Loiret réponde à l'échelle de son périmètre aux objectifs nationaux fixés par les « lois Grenelle ».

Le plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDIS) traite des déchets dangereux au niveau régional.

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité a transféré aux Conseils Régionaux la compétence pour l'élaboration et le suivi des plans régionaux d'élimination des Déchets industriels spéciaux (PREDIS). Ces textes prévoient cependant que, dans certaines conditions, le préfet peut reprendre la compétence pour l'élaboration ou la révision de ces plans.

L'élimination des DIS ou Déchets Dangereux (DD) qui sont soumis à la réglementation du Décret n°96-1009 du 18 novembre 1996 fait l'objet également d'une programmation dans le cadre du Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux (PREDD).

Le PREDD de la région Centre a été approuvé en décembre 2009 par le préfet de région.

Les orientations de ce plan sont :

- 1- Agir pour une meilleure prévention de la production des déchets et réduction à la source,
- 2- Agir pour une meilleure collecte et un tri efficace des déchets diffus
- 3- Prendre en compte le principe de proximité
- 4- Privilégier le transport alternatif
- 5- Optimiser le réseau d'installations en région
- 6- Communiquer, sensibiliser et éduquer

Au sein du détachement de GIEN, l'ensemble des solutions suivantes permet un impact sur l'environnement réduit au minimum :

- L'établissement mène une politique de réduction et de tri des déchets à la source.
- L'intégralité des déchets est traitée par des sociétés spécialisées agréées suivant les filières réglementaires.
- Les filières de valorisation ou d'élimination sont privilégiées à la mise en Centre d'Enfouissement Technique.
- Les zones de stockage des déchets sont étanches et isolées des autres installations du site.
- Les filières de valorisation ou d'élimination privilégient les prestataires locaux ou proches, limitant les impacts indirects dus aux transports.

L'installation et le projet associé répondent donc aux orientations des plans d'éliminations des déchets.

6.2.5 Schéma départemental des carrières

Le schéma départemental des carrières est un document qui définit les conditions générales d'implantation des carrières dans les départements. Instauré par la loi du 4 janvier 1993, il est établi par la Commission Départementale des Carrières et fait l'objet d'un arrêté préfectoral. Ce schéma prend en compte "l'intérêt économique national, les ressources, les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières".

Le schéma départemental des carrières du Loiret a été approuvé le 17 janvier 2000 par arrêté préfectoral.

L'installation en projet n'est pas concernée par le schéma départemental des carrières.

6.3 Les sites Natura 2000 et les espaces naturels

6.3.1 Evaluation des incidences Natura 2000

Le réseau **Natura 2000** s'inscrit au cœur de la politique de conservation de la nature de l'Union européenne et est un élément clé de l'objectif visant à enrayer l'érosion de la biodiversité. Ce réseau mis en place en application de la Directive "Oiseaux" datant de 1979 et de la Directive "Habitats" datant de 1992 vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent.

L'ensemble des ZPS (Directive « Oiseaux », Zone de Protection Spéciale) et ZSC ou SIC (Directive « Habitats », Site d'Importance Communautaire ou Zone Spéciale de Conservation) désignées en Europe constitue le réseau Natura 2000, dont l'objectif est de mettre en œuvre une gestion écologique des milieux remarquables en tenant compte des nécessités économiques, sociales et culturelles ou des particularités régionales et locales. Il s'agit de favoriser, par l'octroi d'aides financières nationales et européennes, des modes d'exploitation traditionnels et extensifs, ou de nouvelles pratiques, contribuant à l'entretien et à la préservation de ces milieux et de ces espèces.

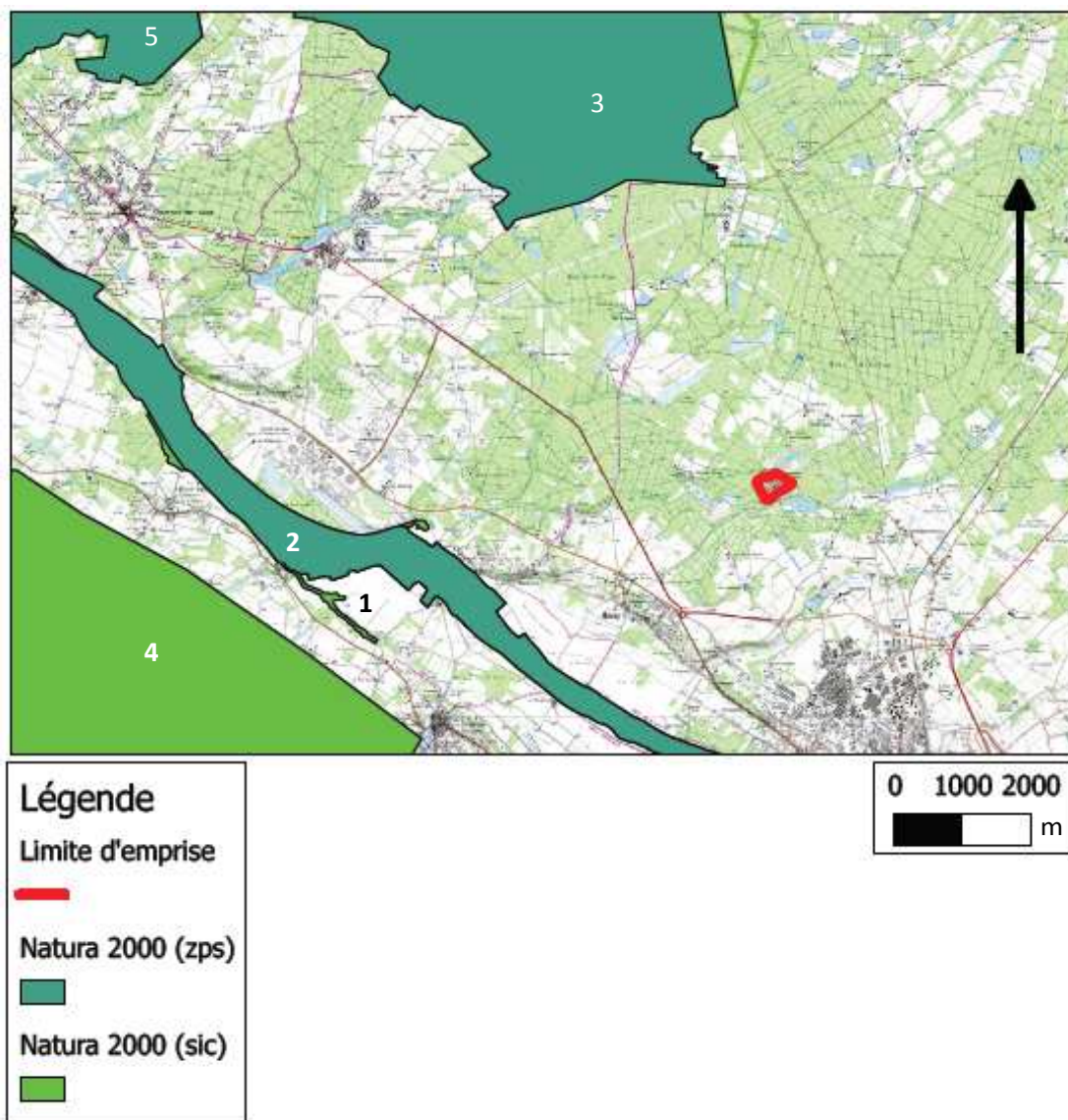
Directive Habitat : La directive s'applique sur le territoire européen des quinze États membres. Elle concerne :

- Les habitats naturels d'intérêt communautaire, qu'ils soient en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle, qu'ils disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte ou encore qu'ils constituent des exemples remarquables de caractéristiques propres à l'une ou plusieurs de six régions biogéographiques (alpine, atlantique, continentale, macaronésienne, méditerranéenne et boréale) ;
- Les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire qu'elles soient en danger, vulnérables, rares ou endémiques ;
- Les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.

Directive Oiseaux : Elle s'applique sur l'aire de distribution des oiseaux sauvages située sur le territoire européen des pays membres de l'Union européenne.

Elle concerne :

- soit les habitats des espèces inscrites à l'annexe I de la directive qui comprend les espèces menacées de disparition, vulnérables à certaines modifications de leurs habitats ou les espèces considérées comme rares parce que leurs populations sont faibles ou que leur répartition locale est restreinte ou enfin celles qui nécessitent une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat.
 - soit les milieux terrestres ou marins utilisés par les espèces migratrices non visées à l'annexe I dont la venue est régulière. Une importance particulière doit être accordée à la protection des zones humides, surtout celles d'importance internationale.
- Plusieurs de ces espaces naturels sont recensés aux alentours du site.



Zones Natura 2000 (ZPS et SIC)

N°	Type référence et	Nom (référence)	Intérêt(s)	Distance par rapport au site de Nevoy
1	Natura 2000 – Directive Habitats (SIC) (FR2400528)	Vallée de la Loire de Tavers à Belleville sur Loire	L'intérêt majeur du site repose sur les milieux et les espèces ligériens liés à la dynamique du fleuve. Vastes forêts alluviales résiduelles à bois dur parmi les plus belles et les plus représentatives de la Loire moyenne. Seule station connue dans le département du Loiret d'une fougère aquatique particulièrement rare : <i>Marsilea quadrifolia</i> . Groupements végétaux automnaux remarquables des rives exondées (dont le <i>Nanocyperion</i> et le <i>Chenopodium rubri</i> avec 7 espèces de Chénopodes). Présence de colonies nicheuses de Sternes naine et pierregarin, de sites de pêche du Balbuzard pêcheur et du Héron bihoreau. Reproduction du Milan noir et du Martin pêcheur.	4 km
2	Natura 2000 – directive Oiseaux (ZPS) (FR2410017)	Vallée de la Loire et du Loiret	Présence de colonies nicheuses de Sternes naine et pierregarin et de Mouette mélanocéphale. Présence de sites de pêche du Balbuzard pêcheur. Reproduction du Bihoreau gris, de l'Aigrette garzette, de la Bondrée apivore, du Milan noir, de l'Oedicnème criard, du Martin-pêcheur, du Pic noir, de la Piegrèche écorcheur. La courbe supérieure de la Loire d'Orléans à Sully joue	4 km

			un rôle très important pour la migration des oiseaux, limicoles en particulier.	
3	Natura 2000 – Directive Oiseaux (ZPS) (FR2410018)	Forêt d'Orléans	<p>Grand intérêt avifaunistique, notamment avec la nidification du Balbuzard pêcheur, de l'Aigle botté et du Circaète Jean-le-Blanc. Nidification également de la Bondrée apivore, du Busard Saint-Martin, de l'Engoulevent d'Europe et des Pics noir, mar et cendré. Nidification de l'Alouette lulu et de la Fauvette pitchou. Les étangs constituent des sites d'étape migratoire importants pour différentes espèces.</p> <p>En termes d'habitats, l'intérêt réside dans la qualité des zones humides (étangs, tourbières, marais, mares). La richesse floristique est grande, et la zone présente un intérêt élevé pour les bryophytes, lichens et champignons.</p> <p>Outre l'avifaune, la zone présente un intérêt pour les chiroptères, amphibiens et insectes.</p>	4,5 km
4	Natura 2000 – Directive Habitats (SIC) (FR2402001)	Sologne	Sologne du Loiret, au nord, qui repose en partie sur des terrasses alluviales de la Loire issues du remaniement du soubas	6,2 km
5	Natura 2000 – Directive Habitats (SIC) (FR2400524)	Forêt d'Orléans et périphérie	<p>L'intérêt réside dans la qualité des zones humides (étangs, tourbières, marais, mares). Grande richesse floristique, intérêt élevé pour les bryophytes, les lichens et les champignons. Intérêt faunistique et notamment avifaune (rapace), chiroptères, amphibiens et insectes. Présence vraisemblable, à proximité du site, mais non confirmée par des études récentes de : Eriogaster catax, Limoniscus violaceus, Cerambix cerdo, Osmoderma eremita.</p>	7 km

Les chapitres précédents ont montré que l'impact de l'installation sur le milieu naturel est extrêmement limité, en raison des nuisances non significatives sur les différents compartiments de l'environnement.

De plus, compte tenu de l'éloignement du site par rapport aux premières zones du réseau Natura 2000 (4 kilomètres), on peut affirmer que le projet n'aura pas d'incidence sur celles-ci. Un formulaire simplifié des incidences Natura 2000 est joint en annexe 7

6.3.2 Autres espaces naturels répertoriés

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

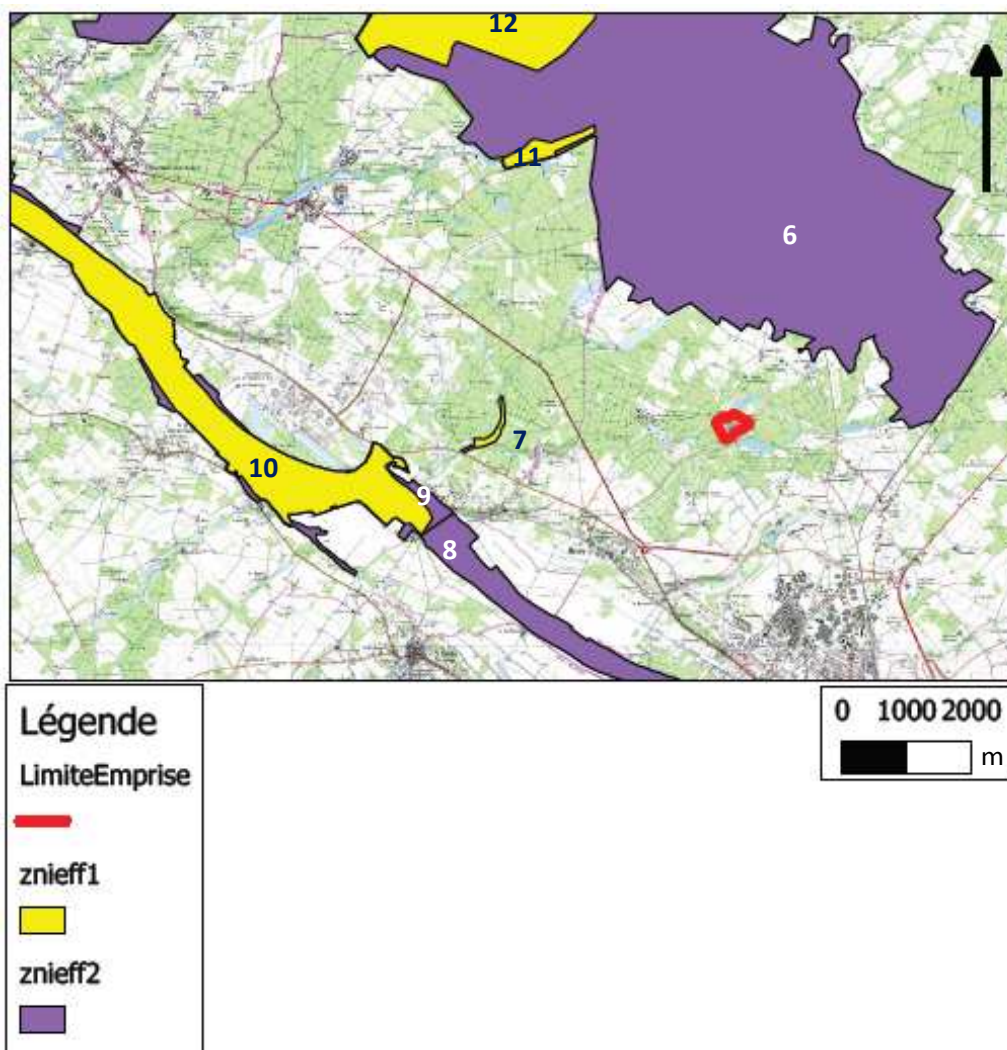
La circulaire n° 91-71 du 14 mai 1991 définit le terme de ZNIEFF : "par l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique... Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice".

On distingue deux types de ZNIEFF :

Les ZNIEFF de type 1 représentent des "secteurs d'une superficie en général limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional".

Les ZNIEFF de type 2 représentent de "grands ensembles naturels" (massif forestier, vallée, plateau, estuaire, etc.) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les ZNIEFF n'ont pas de protection juridique particulière mais peuvent faire l'objet d'une politique globale de gestion des espaces naturels.



ZNIEFF de type 1 et de type 2

N°	Type référence et	Nom (référence)	Distance par rapport au site de Nevoy
6	ZNIEFF de type II (240003955)	Massif forestier d'orleans	1,5 km
7	ZNIEFF de type I (240003906)	Aulnaie-frenaie du fossé du moulin	3,5 km
8	ZNIEFF de type II (240031328)	Loire berrichonne	3,8 km
9	ZNIEFF de type II (240030651)	La Loire Orléanaise	4,4 km
10	ZNIEFF de type I (240000040)	La Loire entre l'Ormette et la Naudière	4,6 km
11	ZNIEFF de type I (240030740)	Etang de Molandon	5 km
12	ZNIEFF de type I (240003897)	Etang de Courcambon	6,2 km

Pour les mêmes raisons que pour les sites Natura 2000, nous pouvons affirmer que l'installation en projet n'aura pas d'impact significatif sur l'intégrité des zonages ZNIEFF.

On ne relève pas sur le territoire communal du site d'autres inventaires, mesure de gestion ou de protection du milieu naturel ou du paysage:, zone d'application de la convention RAMSAR, arrêté de biotope, site classé ou inscrit, réserve naturelle ou réserve naturelle volontaire, Parc Naturel Régional (P.N.R.) ou National.

6.4 Impact de l'installation pendant les travaux

Ces effets sont essentiellement :

- l'émission de bruit,
- l'émission de poussières,
- les effets sur la sécurité,
- la production de déchets.

6.4.1. Emission de bruit

Les émissions de bruit sont dues essentiellement aux engins de chantier. Les émissions sonores de ces derniers devront respecter les normes en vigueur.

Les bruits des travaux auront un impact limité du fait de l'éloignement des premiers riverains et de l'absence de travaux en période nocturne.

6.4.2. Emission de poussières, de boues

La circulation des engins de terrassement et des véhicules de chantier pourra générer une émission de poussières lors de périodes de sécheresse. Vu l'éloignement des premiers axes de circulation et des premiers riverains, ces émissions auront un impact nul sur l'environnement humain.

En période hivernale, les opérations de terrassement pourront générer les boues qui sont susceptibles d'augmenter les MES dans le réseau EP. Afin d'éviter cela, une membrane géotextile sera positionnée sur le fossé au sud de la PLMSSA qui recueille les EP du terrain, afin de filtrer ces eaux. Les boues capturées seront réintroduites sur le terrain lors de ces opérations de terrassement.

6.4.3. Effets sur la sécurité

Les effets du chantier sur la sécurité seront pris en compte dès l'ouverture du chantier dans le cadre de la mission de coordination sécurité et protection de la santé définie par la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

6.4.4. Déchets

Des bennes à déchets seront disposées et des consignes très strictes seront diffusées pour une gestion des déchets conforme à la réglementation.

6.4.5. Démantèlement

En cas de démantèlement de l'installation, les impacts seraient de même type et sensiblement de même importance que pendant la construction.

7 Justificatif du respect des prescriptions applicables à l'installation

Les textes réglementaires relatifs à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ont été recensés.

Rubrique	Intitulé	Texte de référence
2712 – 1 - b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les modalités administratives ainsi que les modalités d'implantation, d'exploitation du site seront conforme à ces textes.

Le tableau ci-après présente les mesures prises pour respecter les prescriptions générales applicables à l'installation.

Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1	Disposition sur site C : conforme NC : non conforme SO : sans objet AC : à confirmer	Observations
Chapitre Ier : Dispositions générales		
Article 3 Conformité de l'installation. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	C	Objet du présent dossier.
Article 4 Dossier Installation classée. L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : — une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; — le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; — l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; — les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : — le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; — le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; — le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; — les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; — le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; — les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; — les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte	C C C C C C C C C C	L'ensemble des dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant

<p>contre l'incendie ;</p> <p>— les consignes de sécurité ;</p> <p>— les consignes d'exploitation ;</p> <p>— le registre de déchets.</p> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	
<p>Article 5 Implantation.</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p> <p>Les zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution, démontage ou découpage non situées dans des locaux fermés sont implantées à une distance d'au moins 100 mètres des hôpitaux, crèches, écoles, habitations ou des zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme, à l'exception des logements habités par les salariés de l'installation.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>Il n'existe et n'existera aucune habitation occupée par des tiers au dessus ou en dessous des installations</p> <p>Aucune habitation, hôpital, crèche, école n'est située à moins de 100 mètres des parties de l'installation où sont réalisées des activités objet du présent dossier.</p>
<p>Article 6 Envol des poussières. — Propreté de l'installation.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <p>— les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;</p> <p>— les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</p> <p>Dans tous les cas, les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>Voiries en bitume.</p> <p>Circulation sur voiries en bitume : pas de boues.</p>
<p>Article 7 Intégration dans le paysage.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>	<p>C</p>	<p>Le site de Nevoy est isolé, et, par conséquent, n'est pas visible depuis les axes de circulations. Néanmoins, étant situé dans un espace naturel bien préservé, il est nécessaire que les installations du site ne « défigure » pas le milieu.</p> <p>L'aspect extérieur des bâtiments (dimension, hauteur, couleur) et les aménagements paysagers ont été conçus de manière à faciliter l'intégration des bâtiments dans le paysage, notamment les tentes métallo-textiles qui sont en motif camouflage à forme brisée.</p>

<p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>Les autres infrastructures n'ont pas de caractéristiques esthétiques notables. Les futures constructions et aménagements sur le site viendront s'intégrer aux bâtiments déjà existants, et n'offriront pas de caractéristiques extérieures notables.</p> <p>En périphérie de l'aire de stockage, des voies de circulation et des bassins d'orage les surfaces laissées libres seront engazonnées.</p>
<p>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</p> <p>Section I : Généralités</p>		
<p>Article 8 Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et la signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>L'ensemble de ces dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant</p>
<p>Article 9 Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>L'ensemble de ces dispositions sera mis en œuvre par l'exploitant</p>

<p>Article 10 Caractéristique des sols.</p> <p>Le sol des emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont imperméables et munis de rétention.</p>	C	<p>Les véhicules en attente de dépollution seront stockés sur l'aire imperméabilisée d'une superficie de 10 000 m² prévue d'être aménagée dans le cadre du projet intéressant le site de Nevoy. Le sol de l'aire de dénaturation sera également imperméable et raccordé à une cuve de récupération de 40 m³</p>
<p>Section II : Comportement au feu des locaux</p>		
<p>Article 11 Comportement au feu des locaux.</p> <p>I. — Réaction au feu.</p> <p>Les parois extérieures des locaux abritant l'installation sont construites en matériaux A2 s1 d0.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>II. — Résistance au feu.</p> <p>Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'ensemble de la structure est a minima R 15 ; — les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ; — les murs séparatifs entre une cellule, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau ou des locaux sociaux sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture sauf si une distance libre d'au moins 10 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique. <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>III. — Toitures et couvertures de toiture.</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).</p>	C	<p>Le bâtiment qui abritera l'aire de dénaturation répondra à l'ensemble de ces prescriptions en terme de réaction et de résistance au feu</p>

Article 12 Désenfumage.

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T (00) ;

C

L'aire de dénaturation sera équipée d'une toiture équipée d'exutoires dont la surface sera supérieure à 2% de la surface de l'aire.

La commande d'ouverture sera pneumatique à déclenchement manuel dont les dispositifs seront placés à proximité des accès.

C

Les dispositifs seront installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003.

<p>— classe d'exposition à la chaleur B300.</p> <p>Des aménagements d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>	C	Le bâtiment bénéficiera de larges ouvertures pour assurer un apport d'air qui compensera le débit d'extraction de 43 000 m ³ /h.
<p>Article 13 Accessibilité.</p> <p>I. — Accès à l'installation.</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>II. — Accessibilité des engins à proximité de l'installation.</p> <p>Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <p>— la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</p> <p>— dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;</p> <p>— la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;</p> <p>— chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</p> <p>— aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation définie aux IV et V</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>L'installation disposera en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Le personnel de surveillance est présent 24h/24h et peut ouvrir l'accès aux secours.</p> <p>Les véhicules liés à l'exploitation de l'installation stationnent sur des emplacements prévus à cet effet. Ils n'occasionnent donc pas de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>L'aire de dénivellation sera accessible sur le pourtour de son périmètre.</p> <p>Les voies sont dimensionnées pour supporter la circulation et le stationnement de portes chars.</p>

<p>et la voie « engin ».</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>III. — Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <p>— largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;</p> <p>— longueur minimale de 10 mètres,</p> <p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>IV. — Mise en station des échelles.</p> <p>Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <p>— la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</p> <p>— dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;</p> <p>— aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</p> <p>— la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</p> <p>— la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au</p>	<p>SO</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>une façade est desservie par une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes.</p>
--	--	--

<p>Article 16 Ventilation des locaux.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.</p>	C	<p>Une extraction mécanique d'un débit de 43 000 m³/h est prévue d'être installée dans l'aire de dénaturation.</p> <p>Les rejets sont réalisés en toiture.</p> <p>Il n'y a pas d'habitation à proximité.</p>
<p>Article 17 Matériels utilisables en atmosphères explosibles.</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p>	C	<p>Le local de stockage des bouteilles d'oxygène susceptible de présenter un risque d'explosion sera dépourvu d'installation électrique, mécanique, hydraulique et pneumatique.</p>
<p>Article 18 Installations électriques.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>SO</p>	<p>L'aire de dénaturation bénéficiera de larges ouvertures pour compenser l'extraction d'air d'un débit évalué à 43 000 m³/h. Dans ce contexte le bâtiment ne sera pas chauffé.</p>
<p>Article 19 Systèmes de détection et d'extinction automatiques.</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>	NC	<p>L'aire de dénaturation ne peut pas être équipée de détecteurs au regard des fumées générées dans le cadre normal de l'activité de dénaturation.</p>

<p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>		
<p>Article 20 Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>— d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>— de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;</p> <p>— d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>— d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>L'aire de dénaturation sera pourvue d'une alarme de type 3 avec report dans l'atelier maintenance situé à proximité.</p> <p>L'atelier maintenance dispose de moyens permettant de donner l'alerte.</p> <p>Des plans seront affichés dans le bâtiment.</p> <p>A terme la défense incendie du site sera assurée par 4 bâches souples de 180 m³ d'eau chacune pour répondre à la demande du service départemental d'incendie et de secours (SDIS 45).</p> <p>L'une d'entre elles sera située à une distance de 35 m de l'aire de dénaturation. Une seconde est placée à proximité de l'atelier de maintenance soit à environ 180 mètres de l'aire de dénaturation.</p> <p>Par ailleurs un RIA, alimenté par un ballon surpressé de 2 m³ d'eau supplémentaire (alimenté par le château d'eau raccordé au captage d'eau), sera disposé sur l'aire de dénaturation afin de permettre l'extinction précoce d'un incendie qui se déclarerait sur un char en cours de traitement.</p> <p>Les moyens mobiles de lutte contre l'incendie prévus dans l'installation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 extincteurs 50kg poudre ABC près de la zone de travail - 2 bacs à sable près de la zone de travail - 1 extincteur 2kg CO2 (protection des parties électriques)

<p>— un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>- 1 extincteur 9kg poudre ABC près du stockage d'oxygène</p> <p>Ces moyens d'extinction sont protégés contre le gel (additif antigel)</p>
<p>Article 21 Plans des locaux et schéma des réseaux.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>Ces plans seront affichés dans les bâtiments.</p>
<p>Article 22 Consignes d'exploitation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</p> <p>— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</p> <p>— l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</p> <p>— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <p>— les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</p> <p>— les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</p>	<p>C</p>	<p>Ces consignes seront mises en place par l'exploitant</p>

<p>— la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</p> <p>— les modes opératoires ;</p> <p>— la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</p> <p>— les instructions de maintenance et de nettoyage ;</p> <p>— l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p> <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>		
<p>Section IV : Exploitation</p>		
<p>Article 23 Travaux.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 8, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	<p>C</p>	<p>Sur l'emprise de Nevoy tout travail doit faire l'objet d'un permis de travail, annexant un permis de feu si nécessaire.</p>

<p>Article 24 Vérification périodique et maintenance des équipements.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés annuellement et font l'objet d'opérations de maintenance préventive avec la même fréquence.</p> <p>Les résultats des vérifications font l'objet d'un enregistrement ainsi que le suivi des éventuelles actions correctives.</p>
<p>Section V : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</p>		
<p>Article 25 Rétentions.</p> <p>I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>— dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</p> <p>— dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</p> <p>II. — La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>Il n'y aura aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution sur l'aire de dénaturation.</p> <p>Les produits susceptibles de polluer les eaux situés dans l'atelier maintenance seront placés sur rétention</p>

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.	C	
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	C	
Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.	C	
III. — Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.	C	
IV. — Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	C	Les sols de l'aire de dénaturation seront conçus de telle sorte qu'ils seront étanches aux fluides susceptibles de s'y déverser.
V. — Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.	C	L'atelier sera équipé d'une rétention de 40m3 qui sera vidée par une entreprise agréée.
En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.	C	Le bassin d'orage de 1477 m3 permettra d'assurer un volume de rétention de 300 m3 pour recueillir les eaux d'extinction d'un incendie survenant dans l'atelier de maintenance et l'aire de dénaturation.
En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.	C	Les eaux se dirigent vers ce bassin de manière gravitaire
Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :	C	Ce bassin sera rendu étanche et sera muni d'un système d'obturation à mettre en œuvre en cas de sinistre.
— du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;		

<p>— du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;</p> <p>— du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;</p> <p>— les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.</p>		
<p>Chapitre III : La ressource en eau</p> <p>Section I : Collecte des effluents</p>		
<p>Article 26 Collecte des effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par l'installation ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation. Les vannes d'isolement sont entretenues régulièrement.</p>	C	<p>Aucun rejet industriel aqueux ne sera réalisé dans les réseaux d'assainissement du site</p> <p>Les effluents issus des vidanges des réservoirs des engins réalisés au sein de l'atelier maintenance sont collectés dans 4 réservoirs enfouis à double paroi avec détecteurs de fuite (10 m³ gazole, 5 m³ huiles usagées, 2 m³ liquide de refroidissement, 1,5 m³ essence).</p> <p>Les effluents issus du refroidissement des chars en cours de dénaturation seront collectés dans un réservoir enfoui à double paroi de 40 m³.</p> <p>L'ensemble de ces effluents sont ou seront ensuite collectés pour être traités en tant que déchets par une entreprise autorisée pour ce type d'activité.</p>

<p>Article 27 Collecte des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	C	<p>Les eaux pluviales récupérées sur les bassins versants du site seront à terme collectées dans 2 bassins d'orage équipés en sortie, de séparateurs d'hydrocarbures de Classe 1 (5 mg/l)</p> <p>Les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'un entretien annuel dans le cadre d'un contrat avec une entreprise extérieure (vidange nettoyage et remise en eau).</p> <p>Les bordereaux de suivi de déchets sont archivés par l'exploitant</p>
<p>Section II : Rejets</p>		
<p>Article 28 Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité.</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé, complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	SO	<p>Aucun rejet industriel aqueux ne sera réalisé dans les réseaux d'assainissement du site</p>

<p>DBO5 : 30 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,</p> <p>Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</p> <p>Plomb : 0,5 mg/l ;</p> <p>Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</p> <p>Métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>		
<p>Article 32 Prévention des pollutions accidentelles.</p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les réseaux publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.</p>	C	<p>Les produits dangereux présents dans l'atelier maintenance sont stockés sur rétention.</p> <p>Du produit absorbant est mis à la disposition des personnels du site afin de contenir une fuite modérée de produits dangereux.</p> <p>A leur arrivée sur le site, les engins prévus en dénaturation feront l'objet d'un contrôle d'absence de fuite et seront vidangés des fluides concernés si nécessaire. A termes ces engins seront stationnés sur l'aire imperméabilisée de 10 000 m² prévue d'être implantée au nord de l'emprise. Des rondes continueront d'être effectuées néanmoins en cas de fuite plus importante, les effluents seront dirigés vers le bassin d'orage de 1477 m³ équipé en sortie d'un séparateur d'hydrocarbure et d'une vanne d'obturation visant à assurer la rétention des eaux en cas d'évènement accidentel.</p> <p>L'aire de dénaturation sera reliée à un réservoir de 40 m³ vers lequel seront dirigées les eaux susceptibles d'être polluées. Néanmoins tous les engins qui seront traités sur cette aire auront préalablement fait l'objet d'une vidange de tous leurs fluides.</p>

<p>Article 33 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.</p> <p>Les résultats des mesures et analyses imposées au présent article sont adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.</p> <p>Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	SO	<p>Dans le cadre d'un fonctionnement normal, aucun rejet aqueux n'est effectué dans le milieu naturel.</p> <p>En cas de sinistre les eaux collectées dans le bassin de rétention feront l'objet d'un contrôle de leur qualité avant un éventuel rejet au milieu naturel.</p>
<p>Article 34 Epandage.</p> <p>L'épandage des déchets et effluents est interdit</p>	C	Aucun effluent ou déchet ne sera épandu
<p>Chapitre IV : Emissions dans l'air</p>		
<p>Article 35 Prévention des nuisances odorantes.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p>	SO	<p>Les activités de l'établissement ne sont pas à l'origine de nuisances liées aux odeurs.</p>

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE
existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

II. — Véhicules. — Engins de chantier.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

III. — Vibrations.

Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe.

IV. — Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Les activités du site ont uniquement lieu le jour
les mesures acoustiques réalisées en 2010 par la SOCOTEC constituent un état initial des niveaux sonores en 3 points figurant en annexe 6. Les résultats des mesures figurent dans le tableau ci-après :

		Période diurne
Point 1	L _{eq} (A)	40,7dB(A)
	L ₅₀	37,4 dB(A)
Point 2	L _{eq} (A)	41,2 dB(A)
	L ₅₀	31,7 dB(A)
Point 3	L _{eq} (A)	51,3 dB(A)
	L ₅₀	34,4 dB(A)

Les engins de manutention sont conformes à la réglementation en matière d'émissions sonores.

Les activités du site ne sont pas à l'origine de vibrations particulières.

Le déplacement des engins chenillés ne créent pas de vibrations perceptibles en dehors du site

<p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.</p>	C	Ces prescriptions seront mises en œuvre par l'exploitant.
Chapitre VII : Déchets		
<p>Article 39 Déchets produits par l'installation.</p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.</p>	C	<p>Les modes de gestion des déchets sont indiqués dans le paragraphe 5.5.2.</p> <p>Les déchets liquides seront évacués par un prestataire agréé en fonction du besoin, donc des capacités des cuves de l'atelier de maintenance.</p> <p>Les déchets solides feront l'objet d'un enlèvement à une fréquence maximale de 2 semaines pour être regroupés sur la zone de stockage de déchets du quartier Béchereau à Gien.</p>
<p>Article 40 Déchets entrants.</p> <p>Les déchets acceptés sur l'installation sont les véhicules terrestres hors d'usage.</p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.</p>	<p>C</p> <p>C</p>	<p>Seuls les véhicules blindés destinés à l'élimination seront considérés comme déchets entrants.</p> <p>Ces véhicules seront réceptionnés par les personnels de l'équipe chargée ensuite de la dénaturation.</p>
<p>Article 41 Entreposage.</p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p>	<p>Les véhicules destinés à l'élimination seront entreposés sur la zone de 10000m² sans empilement.</p> <p>Les véhicules qui ne seront pas éliminés dans les 6 mois après leur arrivée sur le site seront dépollués avant l'entreposage.</p> <p>Cette zone sera étanche, équipée d'un bassin de rétention et d'un séparateur à hydrocarbures et isolée de plus de 4 mètres des autres activités du site.</p> <p>La zone de stockage de 10000m² n'est pas concernée par l'entreposage de</p>

<p>La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.</p>	SO	véhicules en attente d'expertise.
<p>II. — Entreposage des pneumatiques :</p>		
<p>Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.</p>	C	Les véhicules ne seront pas déséquipés de leurs pneumatiques avant cession aux titulaires de marchés d'élimination définitive.
<p>L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.</p>	SO	
<p>III. — Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :</p>	C	Les modes d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution sont explicités au titre de la gestion des déchets (voir § 5.5.2).
<p>Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.</p>		
<p>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.</p>	C	
<p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p>	C	
<p>Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.</p>	SO	
<p>Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.</p>		
<p>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.</p>		
<p>IV. - Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :</p>	C	Les véhicules dépollués seront stockés sans empilement.
<p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.</p>		Le site est interdit au public.
<p>Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.</p>		

<p>Article 42 Dépollution, démontage et découpage.</p> <p>L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.</p> <p>I. — L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; — les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; — le verre est retiré ; — les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; — les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; — les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; — les pneumatiques sont démontés ; — les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; — les pots catalytiques sont retirés. <p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p> <p>II. — Opérations après dépollution : L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués. Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p>	<p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>C</p> <p>SO</p> <p>C</p> <p>SO</p> <p>C</p> <p>SO</p> <p>C</p>	<p>La dépollution des engins est effectuée dans l'atelier maintenance qui est équipé d'une extraction mécanique. Les opérations de dépollution seront effectuées par des personnels compétents dans le domaine de la maintenance des engins blindés affectés dans l'équipe spécialisée sur ce type de tâche.</p> <p>Les véhicules seront vidés de tous les fluides qui seront stockés dans les cuves prévues à cet effet avant enlèvement par une entreprise agréée.</p> <p>Les éventuels fluides frigorigènes feront l'objet d'une récupération par des personnels du détachement formés et dûment habilités.</p> <p>Les équipements d'optique, contenant du verre, seront déposés.</p> <p>Les véhicules prévus en dénaturation ne contiennent pas d'élément volumineux en matière plastique, ni de composant de type réservoirs GPL/GNV, airbags ou prétensionneurs.</p> <p>Les éléments filtrants contenant des fluides seront déposés au moment des vidanges puis éliminés dans la filière de gestion des déchets appropriée.</p> <p>Les engins ne seront pas déséquipés de leurs pneumatiques afin de pouvoir les déplacer et seront cédés ainsi à l'entreprise privée chargée de l'élimination complète. Les opérations de dénaturation réalisées par le détachement de Gien ne concernent que la destruction par perçage d'éléments assurant des fonctions militaires.</p> <p>Les engins concernés ne comportent pas de pièces contenant des métaux lourds, de masses d'équilibrage, de convertisseurs catalytiques, de commutateurs au mercure ou de pots catalytiques. En revanche, les batteries seront déposées.</p> <p>Les tâches réalisées par le détachement de Gien ne concernent pas des activités de cisailage ou de pressage.</p>
--	--	---

<p>Article 43 Déchets sortants.</p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.</p> <p>Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :</p> <p>— la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</p> <p>— les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.</p>	C	<p>L'enlèvement et l'élimination des déchets sont gérés par des marchés SMITER passés auprès de sociétés agréées.</p> <p>L'ensemble des contraintes réglementaires sont respectées dans le cadre de ces marchés, à la fois par le SMITER et par le détachement de Gien.</p>
<p>Article 44 Registre et traçabilité.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <p>— la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;</p> <p>— le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;</p> <p>— le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;</p> <p>— la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</p> <p>— la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</p> <p>— le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;</p> <p>— la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;</p> <p>— le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.</p>	C	<p>L'ensemble de ces dispositions, adapté aux engins blindés, est déjà mis en œuvre par l'exploitant au titre de la gestion de la zone de stockage des déchets en service au quartier Béchereau d'où ils seront enlevés dans le cadre de la dénaturation.</p>

Article 45 Brûlage. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit	C	Aucun brulage ne sera réalisé sur le site
Chapitre VIII : Surveillance des émissions		
Article 46 Contrôle par l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.	SO	L'exploitant fera réaliser les mesures et analyses qui seraient demandées par le contrôle général des armées – inspection des installations classées

9 Proposition sur le type d'usage futur du site

Les mesures suivantes seront alors prises par l'exploitant :

- Le CGA - IIC sera informé de la cessation d'activité de l'exploitant par la rédaction d'un mémoire ; la date de cet arrêt sera notifiée au CGA - IIC trois mois au moins avant l'arrêt,
- un mémoire de cessation d'activité sera remis au CGA - IIC précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés par le Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- l'ensemble des produits restants (déchets) sera évacué pour destruction en centres autorisés,
- l'ensemble des fluides (gaz, électricité, eau...) sera mis en sécurité par coupure de réseau,
- si nécessaire, les installations seront démolies, les différents matériaux seront acheminés vers les installations de tri et élimination de déchets adaptés et autorisés,
- un diagnostic environnemental sera effectué portant notamment sur la pollution potentielle des sols. En cas de suspicion de pollution, une analyse plus approfondie sera effectuée et, le cas échéant, l'exploitant procédera à la dépollution des sols contaminés par le moyen approprié.

10 Conclusion

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46 du Code de l'Environnement, le présent dossier est établi en vue d'enregistrer auprès des services du CGA, l'exploitation par la 12[°]BSMAT (détachement de Gien) d'une aire de dénaturation des engins blindés relevant du régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique n° 2712 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

En mode de fonctionnement normal, l'installation ne générera pas d'impacts notables sur l'environnement.

L'activité est compatible avec l'ensemble des documents d'urbanisme, des plans, schémas et programmes de protection de l'environnement.

Le site sera géré afin de respecter les exigences réglementaires de sécurité et environnementales.

Glossaire

BMS :	Bureau Maintenance Soutien
BSMAT :	Base de Soutien du MATériel
CGA :	Contrôle Général des Armées
EHC :	Enceinte à Hygrométrie Contrôlée
EM :	Etat-Major
EMSD :	Etat-Major de Soutien Défense
ESID :	Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense
GAP :	Groupement des APprovisionnements
GMT :	Groupeement MultiTechnique
GSBdD :	Groupeement de Soutien de Base de Défense
IIC :	Inspection des Installations Classées
NTI :	Niveau Technique d'Intervention
SMITer :	Service de la Maintenance Industrielle Terrestre
SRM :	Section de Réparation et de Maintenance

11 Annexes

Annexe 1 : extrait du POS de la commune de Nevoy

Annexe 2 : objectifs du SDAGE Loire-Bretagne 2010 - 2015

Annexe 3 : Lettre de la DDT 45

Annexe 4 : rapport relatif aux analyses d'air réalisées à l'occasion des essais de dénaturation d'engins blindés (Rapport n° AXE/OCLK/ESID/2012-502 du 11/03/2013)

Annexe 5 : Formulaire simplifié des incidences Natura 2000

Annexe 6 : Emplacement des points de mesures des niveaux sonores

Annexe 1 : extrait du POS de la commune de Nevoy

CHAPITRE III - REGLEMENT DE LA ZONE UI

Caractère de la zone

Cette zone est destinée à recevoir des établissements industriels, des entreprises à caractère artisanal, commercial ou de service, des entrepôts, ainsi que les installations militaires, et les équipements et infrastructures publiques.

Elle comprend :

- des secteurs Ule : terminal ferroviaire E.D.F.
- des secteurs UIm réservés aux installations militaires.

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Article UI 1 - Occupations et utilisations du sol admises

Sont admis :

1. 1. - Les constructions ou installations à usage industriel, commercial, artisanal, de service, les bureaux, les entrepôts.
1. 2. - les installations militaires en secteurs UIm
1. 3. - Les lotissements à usage industriel ou artisanal, sauf en secteur UIm
1. 4. - Les constructions à usage d'habitation destinées aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour la bonne marche ou la surveillance des établissements.
1. 5. - Les constructions et installations nécessaires à un service public
1. 6. - Les équipements et infrastructures publiques, salle polyvalente, installations sportives, culturelles...
1. 7. - Les dépôts nécessaires à l'activité exercée, sous réserve que leur impact visuel à partir des voies existantes et futures soit réduit par la création sur la parcelle de masques végétaux.
1. 8. - Les affouillements et exhaussements du sol liés à des travaux de construction, d'aménagement d'espaces et d'ouvrages publics.
1. 9. - En bordure de la R.D. 952, dans une bande de 200 mètres, comptée à partir du bord de la plate-forme, les constructions sont autorisées sous condition de satisfaire aux prescriptions d'isolement acoustique fixées par l'arrêté interministériel du 5 Octobre 1978, modifié le 23 Février 1983.

Article UI 2 - Occupations et utilisations du sol interdites

Sont interdites :

- Toutes les occupations et utilisations du sol autres que celles mentionnées à l'article UI 1, et notamment :
- toute installation autre que terminal ferroviaire E.D.F. en secteur UIe
- toute installation autre que militaire en secteur UIm
- les lotissements à usage industriel ou artisanal en secteur UIm.

SECTION 2 - CONDITIONS DE L'OCCUPATION DU SOL

Article UI 3 - Accès et voirie

Pour être constructible, un terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée, soit rectement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur le fonds voisin.

Voirie

Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou la destination de l'immeuble ou à l'ensemble d'immeuble envisagé, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficiles la circulation ou l'utilisation des engins lutte contre l'incendie.

Accès

Il peut également être refusé si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité peut être appréciée compte tenu notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que la nature et de l'intensité du trafic.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la largeur d'un chemin privé ou d'une servitude assurant l'accès ne peut être inférieure à 6 mètres.

La délivrance du permis de construire peut être subordonnée :

- a) - A la réalisation d'installations propres à assurer le stationnement hors des voies publiques des véhicules correspondant aux besoins de l'immeuble à construire ;
- b) - A la réalisation de voies privées ou de tous autres aménagements particuliers nécessaires au respect des conditions de sécurité mentionnées au deuxième alinéa ci-dessus.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie ou la voie pour la circulation sera la moindre.

3.1. - Les accès sont interdits sur la R.D. 952, sauf pour les activités qui peuvent en justifier au titre du Code de la Route et sous réserve de satisfaire aux prescriptions de sécurité ci-dessus.

Article UI 4 - Desserte par les réseaux

4.1. - Alimentation en eau potable : Le branchement sur le réseau public d'eau est obligatoire pour toute construction qui requiert une alimentation en eau potable.

4.2. - Assainissement

a) Eaux usées : Toute construction à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'assainissement des eaux usées.

Les installations industrielles ne doivent rejeter au réseau public d'assainissement que les effluents correspondant aux conditions définies par la réglementation en vigueur.

En secteur Ule et UIm, en l'absence de réseau public d'assainissement :

. toute construction, pour être autorisée, doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif, conforme à la réglementation sanitaire en vigueur et tenant compte des caractéristiques du milieu récepteur.

En cas de sol imperméable, les eaux épurées doivent être évacuées vers un exutoire (fossé, réseau pluvial) sous réserve de l'accord du gestionnaire.

b) Eaux pluviales : A défaut de réseau public, tout aménagement réalisé sur le terrain ne doit jamais faire obstacle au libre écoulement des eaux.

4.3. - Desserte en électricité et téléphone :

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau d'électricité. Ces raccordements doivent être effectués en souterrain depuis les réseaux publics d'électricité et de télécommunication..

Article UI 5 - Caractéristiques des terrains

Aucune caractéristique n'est imposée.

Article UI 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les dispositions de l'article UI 6, s'appliquant à toutes les voies ouvertes à la circulation générale, que ces voies soient publiques ou privées, et quels que soient leur statut et leur fonction.

6.1. - Les constructions doivent être implantées à 3 mètres au moins de l'alignement. En bordure de la route départementale 952, ce retrait est porté à 10 mètres. Il n'est pas fixé de règles pour les secteurs UIm et Ule.

6.2. - Nonobstant les dispositions de l'alinéa 6.1, une implantation particulière peut être autorisée ou imposée dans la cas de reconstruction après sinistre, d'extension ou d'aménagement d'une construction existante, dont l'implantation n'est pas conforme aux dispositions de l'alinéa 6.1, ou pour assurer une meilleure cohérence architecturale.

6.3. - Nonobstant les dispositions de l'alinéa 6.1, une implantation particulière peut être autorisée pour les constructions d'intérêt général de faible emprise.

Article UI 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

7.1 - Les constructions doivent être implantées en retrait des limites séparatives. Ce retrait sera tel que la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite séparative soit au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, cette distance n'étant jamais inférieure à 5 mètres. Cette distance est portée à 15 m lorsque la limite concerne une zone d'habitation.

7.2. - Nonobstant les dispositions de l'alinéa 7.1, une implantation particulière peut être autorisée ou imposée, dans le cas de reconstruction après sinistre, d'extension ou d'aménagement des constructions existantes dont l'implantation n'est pas conforme aux dispositions de l'alinéa 7.1.

7.3. - Les dispositions de l'alinéa 7.1 ne s'appliquent pas aux constructions et ouvrages strictement nécessaires au fonctionnement des services publics.

Article UI 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Aucune règle n'est imposée.

Article UI 9 - Emprise au sol

Il n'est pas fixé de coefficient d'emprise au sol.

Article UI 10 - Hauteur des constructions

10.1 - La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol existant non rapporté jusqu'à l'égout du toit.

- elle ne doit pas dépasser 6 mètres pour les bâtiments édifiés à moins de 50 mètres de l'alignement de la R.D. 952.
- elle ne doit pas dépasser 8,00 mètres dans les autres cas.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale dans les secteurs Ule et UIm.

10.2 - Nonobstant les dispositions de l'alinéa 10.1, une hauteur différente pourra être autorisée ou imposée, dans le cas d'extension d'un bâtiment existant dont la hauteur ne serait pas conforme aux dispositions de l'alinéa 10.1.

Article UI 11 - Aspect extérieur

Toute construction ou extension de construction, doit s'intégrer dans l'espace architectural qui l'environne et respecter la continuité visuelle et la trame volumétrique des constructions voisines.

L'autorisation de construire sera refusée ou ne sera accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur implantation, leurs dimensions ou leur aspect ne sont pas en accord avec la typologie locale ou portent atteinte à l'intérêt des lieux avoisinants et des paysages urbains.

L'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier doit satisfaire aux conditions édictées à l'article R 111.21 du Code de l'Urbanisme cité à l'article 2 du titre I du présent P. O. S. Une attention particulière sera portée quant au choix des matériaux et des couleurs des constructions. En particulier l'utilisation de teintes vives est proscrite.

Clôtures sur rues

- Les clôtures sur rues ne doivent pas dépasser 1,80 mètre de hauteur.
- En bordure de la RD 952, les clôtures doivent être implantées en observant un retrait de 2 mètres par rapport à l'alignement.

Il n'est pas fixé de règles en secteurs UIe et UIm.

Article UI 12 - Stationnement

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions doit être assuré en dehors des voies publiques. Les aires de manœuvre des véhicules de services et de livraisons devront être réalisées sur l'emprise des parcelles de terrain de la construction.

Article UI 13 - Espaces libres - plantations

Les abords de toute construction nouvelle admise dans la zone doivent être traités et aménagés de façon à ce que cette dernière s'intègre au mieux dans l'environnement.

Des plantations de haies en bordure des limites de la zone UI, et dans le respect des réglementations sur les distances de plantation par rapport aux limites, sont obligatoires pour isoler toute construction nouvelle à usage industriel ou artisanal des zones d'habitation contiguës et des voies .

13.1. - En bordure de la R.D. 952, l'espace compris entre les bâtiments (façades ou pignons) et la R.D. 952, doit recevoir un traitement paysager englobant les accès, aires de stationnement, etc...

En outre l'espace compris entre la clôture et l'alignement doit être planté.

SECTION 3 - POSSIBILITÉS MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL

Article UI 14 - Possibilités maximales d'occupation du sol

Il n'est pas fixé de coefficient d'occupation du sol.













Article UI 15 - Dépassement du C. O. S.

Sans objet.

Annexe 2 : Objectifs du SDAGE Loire-Bretagne 2010-2015

MESURES-CLEFS 2010-2015

Secteur Loire

Zone application	Codes	Intitulé de la mesure	Maîtrise d'ouvrage	Coût (M€)	Mise en œuvre
POLLUTIONS COLLECTIVITES et INDUSTRIELS					
	01B1	Améliorer la collecte, le stockage et transfert des eaux usées vers les stations d'épuration (temps de pluie)	Collectivités	58	R
	01D1	Stocker et traiter les eaux pluviales	Collectivités	-	R/C
	02C3 02C4	Améliorer le traitement des rejets collectifs des agglomérations < 2000 EH	Collectivités	1,7	R
	06E1	Mettre en conformité des stations industrielles pour maîtriser les rejets de micropolluants	Industriels	4,9	R
	08B6 08E1	Réduire les apports en pesticides par les collectivités et par les infrastructures publiques - Elaborer des plans de désherbage communaux - Utiliser des techniques alternatives	Collectivités	7,0	C
PLANS D'EAU					
 	05A1	Etudes et/ou mise en œuvre de mesures spécifiques sur les plans d'eau afin de réduire l'eutrophisation	Collectivités /Propriétaires	0,04	C
	05A2	- Etude du fonctionnement du plan d'eau (définition des mesures préventives et curatives) - Gestion optimisée du plan d'eau - Travaux à définir en fonction des résultats des études			
POLLUTIONS D'ORIGINE AGRICOLE					
	08B2 08B3	Améliorer l'animation/coordination à une échelle de bassin versant dans le domaine agricole Réaliser des diagnostics d'exploitation	Agriculteurs	8,5	C
	08D2	Equiper des exploitations agricoles pour maîtriser les pollutions ponctuelles par les pesticides	Agriculteurs	19	C
   	08E30	Améliorer les pratiques agricoles - Planter des cultures intermédiaires en période de risque - Faire évoluer les systèmes de production (agriculture biologique, systèmes fourragers économes en intrants...) - Améliorer les pratiques agricoles pesticides et/ou utiliser les techniques alternatives - Améliorer les pratiques agricoles de fertilisation - Limiter les transferts par des dispositifs tampon	Agriculteurs	53	F/C
HYDROLOGIE					
	09E1	Mettre en place une gestion volumétrique collective Mettre en place un dispositif de suivi et de contrôle	Etat /Collectivités	-	C
	09F3	Inventorier, aménager ou supprimer des plans d'eau Limiter leur création	Propriétaires	0,15	C
MORPHOLOGIE					
	13A1 13A2 13A3	Restaurer la morphologie du lit mineur, les biotopes et les biocénoses - Réaliser de petits aménagements pour restaurer les habitats - Décolmater, restaurer, créer des frayères à salmonidés - Gérer les espèces envahissantes, embâcles, atterrissements	Collectivités /Propriétaires	60	C
	13B1 13B2 13B3	Intervenir sur les berges et la ripisylve - Gérer les espèces envahissantes, restaurer - Restaurer par génie végétal, retalutage et stabilisation de berges, plantations	Collectivités /Propriétaires	52	C
	13C1 13C2 13C3	Gérer, aménager ou supprimer les ouvrages existants Améliorer la gestion hydraulique, modifier les ouvrages, créer des vannes de fond, aménager des passes à poissons...	Collectivités /Propriétaires	0,87	C
	13D1	Améliorer la connectivité latérale : Reconnecter et restaurer des bras morts, prairies humides, créer des frayères à brochet...	Collectivités /Propriétaires	7,7	C
ZONES HUMIDES					
	14C1 14C2 14D1	Gérer, entretenir et restaurer les zones humides - Mettre en place des conventions de gestion - contractualisation (dont mesures agro-environnementales zones humides) - Acquérir des zones humides - Restaurer les fonctionnalités des zones humides	Collectivités/ Propriétaires/ Agriculteurs	11	C/F

Mesure non zonée à appliquer en fonction d'enjeux locaux spécifiques

R : dispositions réglementaires

Captages prioritaires : les mesures pertinentes sur les pollutions d'origine agricole s'appliquent à l'aire d'alimentation de ces captages

F : incitations financières

C : accords négociés

Annexe 3 : Lettre de la DDT 45



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU LOIRET

Direction départementale des territoires

Service eau environnement et forêt

Affaire suivie par : Eric PICHON ✓
Téléphone : 02.38.52.48.31
Courriel : eric.pichon@loiret.gouv.fr
Référence : EP/FB(22/06/12) n° 296

Colonel Jean SERVEILLE
Établissement du Service d'Infrastructure de la
Défense de Rennes
Bureau Conduite des Opérations
à l'attention d'Alain GAUTIER
Quartier Marguerite – B.P. 14
35598 RENNES Cedex 9

ORLÉANS, LE

26 JUIN 2012



Monsieur,

Par courrier en date du 26 janvier 2012, puis lors de la réunion du 6 avril 2012 en présence de vos collaborateurs, à la Direction départementale des territoires du Loiret, nous avons émis plusieurs observations concernant la gestion des eaux pluviales du site de stockage des engins blindés – Détachement de la 12ème BSMAT de Gien.

En réponse, vous nous avez adressé le 31 mai 2012, un dossier complémentaire comprenant notamment le dimensionnement et le projet d'ouvrages de stockage.

J'ai l'honneur de vous indiquer que ces éléments répondent aux observations que nous avons pu formuler.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Date	N°		
03  2012	5339		
ESID	AP	AS	Info
DIR			
DA			
DO			
OSA			
Secr-Dir			
BCGQ			
DINV			
DPLAN			
DGP			
Bexp			
SAI			
BAA			

Le chef du service eau, environnement et forêt,

Jean-François CHAUVET

Annexe 4 : rapport relatif aux analyses d'air réalisées à l'occasion des essais de dénaturation de blindés

Annexe 5 : Formulaire simplifié des incidences Natura 2000

Annexe 6 : Emplacement des points de mesures des niveaux sonores

Emplacements des points de mesurage



12 Dossier des plans

Carte de localisation du projet au 1/25 000

Plan de masse de l'aire de dénaturation au 1/200 avec rayon de 35 m

Orthophotographie du périmètre des 35 mètres autour de l'aire de dénaturation

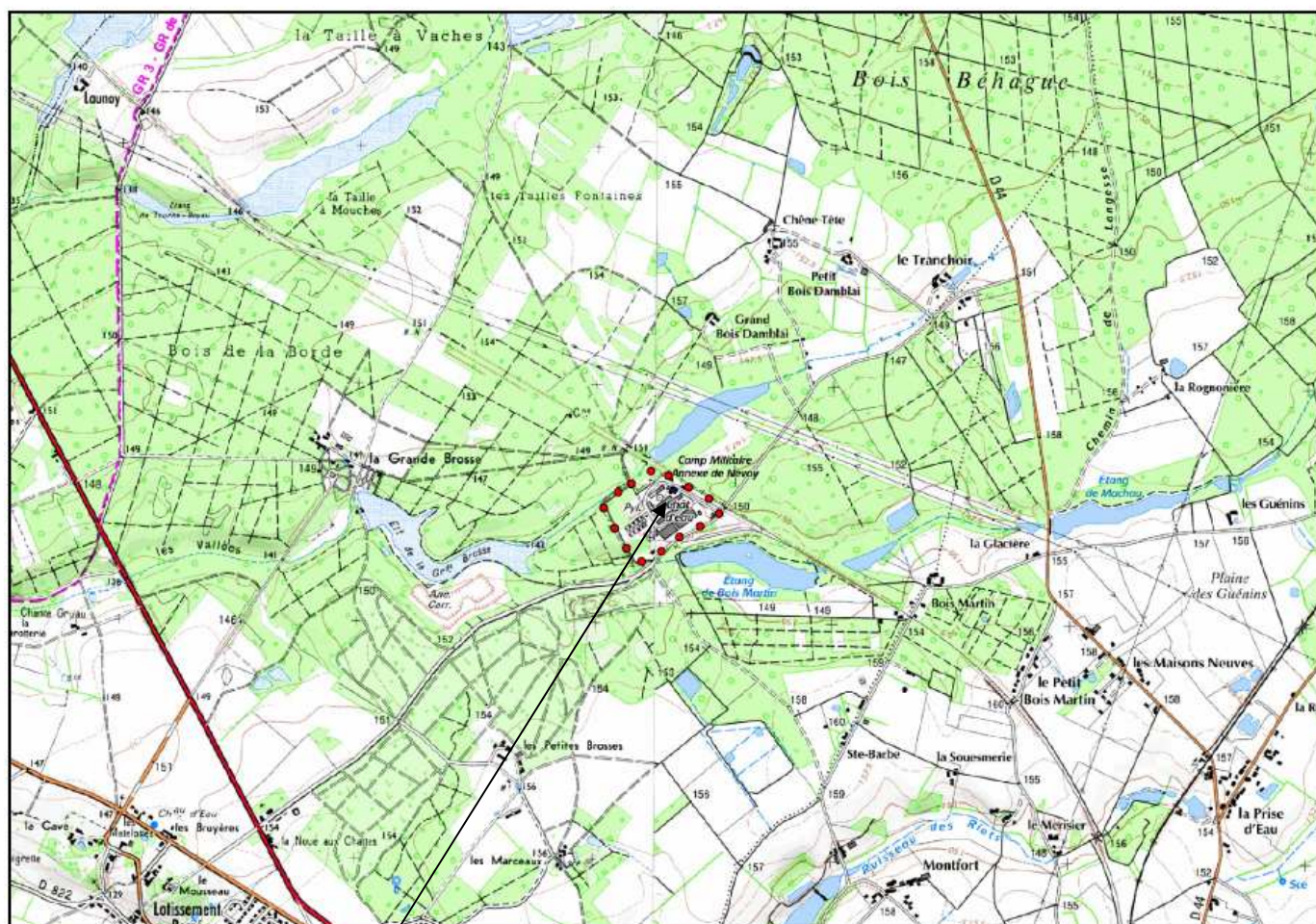
Plan des abords de l'aire de dénaturation au 1/750 avec rayon de 100 m

Orthophotographie du périmètre des 100 mètres autour de l'aire de dénaturation

Plan des abords de l'aire de dénaturation au 1/1000 avec rayon de 200 m

Orthophotographie du périmètre des 200 mètres autour de l'aire de dénaturation

**Carte 1/25000 de localisation de
l'aire de dénaturation**



Légende

Aire de dénaturation



Limite d'emprise



0 500 1000



